

29 février Toutes et tous ensemble contre l'Europe de l'austérité!



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DA ET ROMAIN HINGANT)

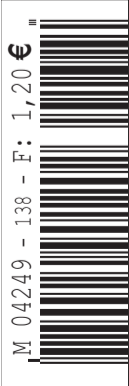
À l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), une journée d'action européenne a lieu le 29 février contre le nouveau traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance appelé aussi « pacte budgétaire ». En France, à l'appel de plusieurs syndicats, il y aura des manifestations et même quelques appels à la grève. Mais on est loin du compte.

Décidé dans l'urgence sous la pression des agences de notation, le nouveau traité ou « pacte budgétaire » adopté par le Conseil européen le 30 janvier dernier, entérine l'obligation de la « discipline budgétaire ». Il oblige donc l'ensemble des pays européens à réduire toutes les dépenses publiques et sociales sous peine de « sanctions européennes ».

Il impose également d'inscrire dans la Constitution le principe de réduction des investissements publics, baptisé « règle d'or », soit l'interdiction de tout endettement, autrement dit la fin de tout investissement public sur le long terme. Les capitalistes qui n'ont que le mot « relance » à la bouche veulent donc un traité qui dans les faits en constitue la négation. Tout pays qui refuserait

d'obtempérer serait poursuivi devant la Cour de justice européenne. Grande première dans l'histoire de la Confédération européenne des syndicats (CES), celle-ci s'oppose officiellement à un traité européen, elle qui jusqu'à présent les avait tous approuvés et soutenus, même le fameux traité constitutionnel (TCE) de 2005. Dans les faits, ce nouveau traité voulu par « Merkozy » met en

SUITE PAGE 2



REGARDS

Occupy, vers un « Printemps américain » ?

Page 2



CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE

Wade met le Sénégal en danger

Page 9

Agenda

1^{er} mars, meeting UGTT, Paris.
Meeting de soutien à l'UGTT en présence d'un dirigeant de l'UGTT. RV à 18 heures, Bourse de travail de Paris, salle Jean-Jaurès, 3, rue Château-d'Eau. (lire aussi p. 9)

Du 1^{er} au 8 mars, projection-débat, Paris. Projections du film *De mémoires d'ouvriers*, sorti 29 février, prochain, suivies de nombreux débats. Les prochains débats parisiens se dérouleront au cinéma l'Espace Saint-Michel (Paris 5^e), le 1^{er} mars avec Yves Clot (psychologue du travail), le 6 avec Nicolas Hatzfeld (historien du monde ouvrier), le 8 avec Bernard Friot (sociologue et économiste).

2 mars, réunion publique NPA, Dinan. Le NPA de Dinan organise une réunion-débat sur le thème «Aux capitalistes de payer leur crise», avec Alain Krivine. RV à 20 h 30 à la mairie, salle Duclos-Pinot.

6 mars, réunion publique CAC 92 Sud, Antony. Réunion publique du CAC 92 SUD «Un référendum sur le pacte budgétaire». RV à 20 heures, salle Henri-Lasson, 6, passage du Square, Antony.

7 mars, réunion publique, NPA, Villeurbanne. Le NPA 69 organise une réunion publique sur le thème «Salaires, licenciements: décrétons l'urgence sociale!» RV à 20 heures au Palais du travail de Villeurbanne, place Lazare-Goujon (M^o Gratte-Ciel).

9 mars, projection-débat, Achères. Projection du film *Nos ancêtres les Gaulois*, suivie d'un débat avec les associations: 1001 Femmes de Conflans, la LDH et Attac 78Nord. RV 20h30 au cinéma Pandora, Achères.

10 mars, manif logement, national. Manifestations «Un toit c'est un droit!» dans toute la France, pour le droit au logement et contre la reprise des expulsions, à l'appel de nombreuses organisations associatives, syndicales et politiques. À Paris, RV à 14 h 30, place de la Bastille.

11 mars, chaîne antinucléaire, Vallée du Rhône. Un an après la catastrophe de Fukushima, une chaîne humaine est organisée par le réseau Sortir du nucléaire, entre Lyon et Avignon. Des bus au départ de Paris sont organisés, avec retour dans la soirée. RV place de la Nation à 6 heures devant Le Dalou. Inscription: gayvincent@wanadoo.fr

16 mars, réunion publique Iran. Réunion publique pour la défense des droits des travailleurs et des libertés syndicales en Iran, avec des représentantEs de la CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l'Unsa. RV de 18 à 21 heures, Bourse de travail, salle Croizat, 3, rue du Château-d'Eau Paris 10^e (M^o République).

17 mars, marche anticoloniale, national. Dans le cadre de la Semaine anticoloniale, des marches sont organisées partout en France. À Paris, RV à 14 heures du métro Barbès.

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



Ensemble contre l'Europe de l'austérité!

SUITE DE LA PAGE 1

œuvre une austérité généralisée et imposera partout la potion grecque: réduction des salaires dans le public comme dans le privé, privatisations massives, diminution du Smic, remise en cause profonde du droit du travail et des systèmes de protection sociale, augmentation de la TVA... Bref, toutes les mesures qui ont précipité le peuple grec dans la misère alors que les grandes entreprises privées et les grands armateurs continuent de prospérer.

Une journée contre l'austérité

Face à ce nouveau traité nous imposant encore et toujours plus d'austérité, une journée d'action européenne a donc lieu le mercredi 29 février. Cette journée prendra diverses formes dans l'ensemble des pays européens. En France, à l'appel de la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires, plus de 160 manifestations et rassemblements ont lieu, et une centaine d'appels à la grève ont d'ores et déjà été recensés dans les services publics, les transports, le commerce, la construction ou encore

l'énergie. Cette journée sera l'occasion de s'opposer à l'austérité généralisée en Europe, que ce soit en Grèce, au Portugal, dans l'État espagnol, en Italie ou en France.

Ce sera l'occasion aussi de manifester contre les derniers mauvais coups du président des riches et autoproclamé «candidat du peuple». Ses mesures renforcent encore plus les inégalités et accentuent la pauvreté: TVA antisociale, accords dits de «compétitivité» piétinant le code du travail et les conventions collectives, loi antigreve dans les transports aériens, terrestres et les aéroports, journée de carence non payée dans la fonction publique, baisse des indemnités journalières pour arrêt maladie... Mais il s'agira aussi de défendre l'augmentation de nos salaires et nos emplois. Il faut donc tout faire pour que cette journée interprofessionnelle soit réussie, même si, sans appel à la grève, sans perspective au-delà de cette unique journée, elle est bien loin d'être à la hauteur de la situation.

Les classes dirigeantes européennes veulent organiser un nivellement par le bas des droits sociaux en entraînant l'ensemble des peuples dans la spirale de la régression. Il s'agit d'imposer l'inverse, la garantie pour toutes et tous d'un salaire décent et d'un travail. Cela implique d'en finir avec la dette publique, de refuser tout d'abord d'en payer les intérêts, d'exiger un audit populaire en vue de son annulation, pour permettre à la population de prendre le contrôle des finances publiques par la nationalisation des banques et la mise en place d'un service public bancaire.

Ces exigences sont communes à tous les peuples d'Europe, elles sont aussi une exigence de démocratie. Elles supposent l'institution de nouveaux pouvoirs, tant au niveau national qu'europpéen, capables d'appliquer ces mesures en s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation de la population. C'est donc une mobilisation européenne à la hauteur de ces enjeux qu'il faut construire.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Esther Vivas



Nelini Stamp (DR)

OCCUPY Vers un « Printemps américain » ?

Nelini Stamp, membre d'« Occupy Wall Street », nous explique le fonctionnement et les actions du mouvement qui dure et grossit au fil des mois.

Nous publierons l'entretien en version longue sur www.npa2009.org

Quel est le profil type du militant d'« Occupy » ?

Il y a deux grandes catégories: il y a les « nous sommes les 99% », et il y a les « Occupy ». Occupy représente ceux qui viennent du milieu radical, qui ont pour tactique de prendre la rue, ceux qui se sentent capables de faire des actions radicales. Ceux qui sont moins militants ont un rôle important, ce sont eux qui propagent le message dans la population... Nous sommes très inclusifs, j'ai vu des anarchistes, des communistes, des socialistes... J'ai vu aussi des conservateurs que les banques ont plumés jusqu'à ce qu'ils perdent leur maison. On reste assez ouverts, parce que les lignes entre libéraux et conservateurs ou je ne sais comment les appeler sont en train de bouger; on met tous ceux qui sont atteints par la crise sous la coupe des pauvres, des 99%, et ceux qui partagent nos analyses sont les bienvenus.

Quels éléments peuvent caractériser le mouvement ?

Nous sommes des mouvements différents, nous nous coordonnons. Mais personne ne dit « vous devez faire ça », chaque mouvement s'organise en fonction de ce que les gens souhaitent faire pour leur communauté. Occupy Wall Street est un mouvement qui repose sur deux éléments: les institutions que nous voulons transformer, et les alternatives que nous voulons construire. Une chose importante, ce sont les gens non organisés qui se joignent massivement. Cela me rappelle un peu le mouvement des droits civiques aux États-Unis, avec d'un côté les Black Panthers très militants, radicaux, dans la rue, et de l'autre, les mouvements pacifistes, les religieux civiques et les étudiants. On a un peu le même phénomène avec des acteurs différents. On arrive réellement à mettre toute la société américaine en mouvement avec les thèmes de l'écologie, du féminisme, de la lutte contre le patriarcat, et on analyse ces problèmes de fond en les liant autour de la critique du capitalisme. Pour la première fois aux États-Unis, on peut se dire anticapitaliste, c'est devenu légitime. Aucun homme politique ne peut plus parler de capitalisme, c'est devenu un gros mot. C'est quand même assez énorme que cela arrive aux USA. On est en train de changer les bases de la narration dominante, c'est juste incroyable!

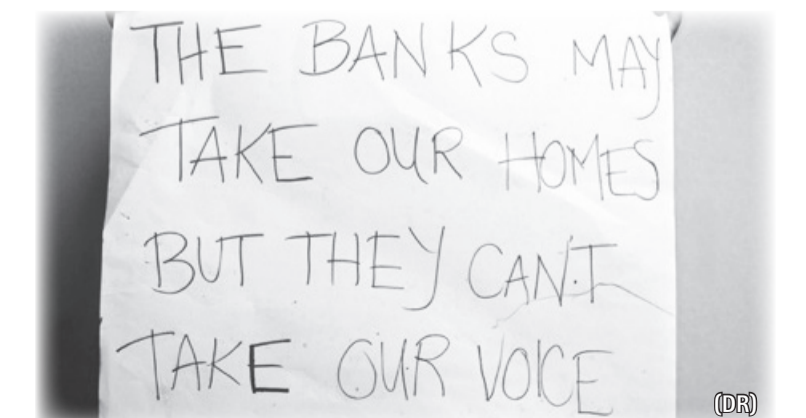
Quelles sont vos actions principales, vos stratégies, vos tactiques ?

Au début, on manifestait tous les jours. Tous les matins à l'heure de la cloche qui signale le début des marchés, on bloquait la rue pour que les travailleurs de la Bourse ne puissent pas arriver. Tous les jours, à 8 heures pendant deux heures... Et également pour la cloche de fin à 16 heures. Nous voulions concrètement déranger le fonctionnement du Marché. Mon action préférée a été le 15 octobre, à l'appel des Indignés, c'était une journée internationale mais c'était plus que cela, c'était une célébration. Nous n'avions pas de cible particulière, tout ce que nous voulions c'était créer une vraie rupture. Nous avons traité différents thèmes: l'écologie, l'éducation, le travail... et nous sommes tous allés dans différents endroits représentatifs, pour finalement nous rejoindre à Time Square qui est le symbole mondial de la société de consommation. Il y a eu une énorme manifestation et c'était fantastique. On ne voit pas souvent de manifs avec des gens qui dansent, qui chantent, c'était nouveau et différent des manifs traditionnelles américaines. Le 6 décembre, on a installé des familles dans les maisons saisies, elles sont restées deux mois, on s'est battu contre les banques pour qu'elles restent. On a installé des familles dans les banques aussi. On a mis des panneaux « saisie » sur les banques... Oui, on aime bien prendre les banques pour cible, et c'est un mouvement également très drôle et créatif.

Quelles sont les perspectives après les occupations de parcs ?

Nous sommes en train de mieux nous structurer en interne et nous coordonner. Le principe des AG est très compliqué, cela peut devenir trop local. Or, nous voulons avoir les trois échelons: le local, le national et l'international en permanence dans les discussions et les prises de décision. Nous sommes dans une phase d'évaluation pour continuer à rassembler encore plus de monde et fonctionner de manière plus fluide. Nous pensons à d'autres actions comme occuper des usines, reprendre d'autres espaces en fonction des volontés et des capacités que nous avons. Mais en s'assurant que ce sont les travailleurs qui le font: moi je vis à Brooklyn, et je ne vais pas aller dire à quelqu'un « va occuper une usine », s'ils ont besoin d'aide, j'y vais sans hésitation. Nous avons comme objectif de lancer un grand « printemps d'Occupy », puis un grand « été »... Nous pensons que les étudiants vont être encore plus présents, car l'endettement devient critique pour eux d'autant plus qu'ils ne trouvent pas d'emploi et ne peuvent plus rembourser leurs prêts. Pour moi qui vit dans les communautés, ces choses sont quotidiennes depuis longtemps car nous sommes des communautés d'immigrés, d'afro-descendants, et ça a toujours été comme ça, mais maintenant les classes moyennes sont en train de se rendre compte de ce que vivent les classes populaires depuis toujours. On essaie de mettre cette question des classes au centre des discussions: pourquoi y a-t-il des classes dans cette société, à quoi ça sert? Pourquoi ne sommes-nous pas tous égaux? C'est assez bien en fait que les problèmes touchent aussi les classes moyennes, parce que maintenant la classe ouvrière n'est plus la seule à dire « nous traversons des temps difficiles! » Et nous devons continuer, faire que la classe moyenne commence elle aussi à dire « tout le monde doit être à égalité » et « le capitalisme ne fonctionne plus ». Aux États-Unis, il y a eu pendant longtemps l'idée reçue selon laquelle le capitalisme protège toujours les classes moyennes. Donc on mise vraiment là-dessus, et on espère que le printemps et l'été verront une mobilisation massive d'étudiants, puisqu'ils n'auront pas cours... Je crois vraiment qu'on va avoir de fortes mobilisations populaires, à commencer par le 1^{er} Mai, je suis vraiment impatient!

Nous sommes aussi en train de nous interroger sur ce que pourrait donner un boycott. L'idée de retirer l'argent des banques ou de boycotter massivement une entreprise ou autre est une chose que l'on étudie aussi, cela a été déterminant dans le mouvement des droits civiques. Et ce serait génial si on pouvait dire « retirez votre argent des banques classiques! » et commencer à bâtir des alternatives à la finance.



(DR)

Salaires : quelques réalités

Selon le gouvernement, les salaires auraient augmenté en 2011. Mais mise en parallèle avec la hausse des prix et des profits, cette « augmentation » n'est que poudre aux yeux.

Selon les statistiques du ministère du Travail, l'indice du salaire mensuel de base (SMB) du secteur privé a augmenté de 2,3% sur un an entre la fin 2011 et la fin 2012. L'indice du salaire horaire de base ouvrier (SHBO) connaît la même progression. Ces évolutions doivent être mises au regard de l'inflation sur la période : les prix à la consommation (hors tabac) augmentent de 2,4% entre décembre 2010 et décembre 2011. Ainsi, selon les chiffres officiels, le pouvoir d'achat des salaires baisse légèrement. Rien d'étonnant à ce que la consommation des ménages ait décéléré en 2011 (+0,3% après +1,3% en 2010, selon l'Insee). En 2011, les salaires (avec les allocations chômage et les retraites) ont donc continué d'être comprimés. L'Insee vient d'ailleurs de sortir une série de chiffres qui rappellent les réalités. Ces chiffres portent sur l'année 2009, dernière année pour laquelle sont disponibles des données exhaustives (mais, depuis cette date, les revenus des salariés n'ont pas connu une croissance impétueuse).

Pour les temps complets, les salaires médians nets des salariés des entreprises se sont établis en 2009 à 1 646 euros. Les salariés à temps partiels – aux trois quarts des femmes – touchent la plupart du temps beaucoup moins. Le salaire médian est celui au-dessous duquel se trouvent la moitié des salariés : il donne une meilleure idée de la réalité que le salaire moyen tiré par les hautes rémunérations. Imaginons par exemple, une économie où il y aurait quatre salariés : deux gagnent 1 200 euros par mois, un 1 500 et le dernier 6 100 euros. Le salaire médian est de 1 200 euros, trois salariés sur quatre gagnent moins de 1 500 euros, mais la moyenne (1 200+1 200+1 500+6 100 = 10 000 euros divisés par quatre), est de 2 500 euros. Les inégalités de

salaires augmentent la moyenne mais sans, bien sûr, améliorer la situation du bas de l'échelle. Autres chiffres significatifs publiés par l'Insee :

- dans l'industrie, un ouvrier sur deux à temps complet gagne moins de 1 583 euros par mois ;
- dans le commerce, une employée sur deux (ce sont en général des femmes) à temps complet gagne moins de 1 309 euros par mois. Et beaucoup de salariés à temps partiel gagnent moins !

Dans la fonction publique, les salariés, surtout celles et ceux en bas de l'échelle, subissent les conséquences du gel de la valeur du point d'indice. Et bien entendu, perdurent les inégalités entre hommes et femmes : en 2009, une salariée à temps complet gagne en moyenne 19,9% de moins que son homologue masculin. Cet écart baisse peu : il était de 21,4% en 2001.

Sarkozy, marchand d'illusions

La question des salaires est donc une question centrale. Même Sarkozy fait semblant de s'en rendre compte. Il y avait déjà eu en avril 2011, l'annonce d'une prime de 1 000 euros liée aux dividendes des entreprises. Cette prime s'est dans la pratique rétrécie comme une peau de chagrin. Les 20 000 salariés de Sécurité France se sont vus ainsi proposer 3,50 euros chacun ! Le 22 février, le candidat-président vient de remettre ça avec une proposition

permettant « à 7 millions de salariés » de gagner « un peu moins de 1 000 euros par an en plus ». Cette mesure, d'un coût de 4 milliards d'euros, correspondrait à une baisse des cotisations sociales salariales financée par un montage compliqué : réduction de la prime pour l'emploi (PPE) perçue par les salariés et augmentation de la fiscalité sur les dividendes. Ce n'est qu'une nouvelle entourage. D'abord, 4 milliards divisés par 7 millions de salariés, ça fait 571,40 euros et pas 1 000. En plus, comme il y a perte de la PPE, le gain tomberait au mieux à environ 200 euros par an : un peu plus de 15 euros par mois (et beaucoup moins dans certains cas) ! Enfin, la baisse des cotisations salariales est un nouveau coup porté en douce à la Sécurité sociale. Moins grave que les dizaines de milliards de

baisse des cotisations patronales, mais très dangereux sur le principe. Les gesticulations de Sarkozy, de même que celles de Marine Le Pen (qui annonce 200 euros de plus pour les bas salaires) montrent l'acuité de la question de salaires alors que les dividendes se maintiennent à un niveau élevé : les profits distribués par les entreprises françaises à leurs actionnaires représentent (en net, pour tenir compte des dividendes qu'elles se versent entre elles) plus de 12% de la masse salariale en 2009, contre 4% au début des années 1980. Voilà de quoi financer les indispensables hausses de salaires !

Henri Wilno



Par Yvan Lemaitre

Guerre et mépris des peuples

Ceux qui osent prétendre que la guerre en Afghanistan pourrait faire avancer la démocratie mentent cyniquement. L'occupation d'un pays secrète inévitablement les préjugés racistes, le mépris du peuple, corrompt les troupes d'occupation et crée une situation inextricable hors du départ de ces dernières. L'évolution de la situation en Afghanistan en est une nouvelle et dramatique démonstration. Les provocations humiliantes à l'égard de la population se multiplient. La semaine dernière, la profanation d'exemplaires du Coran brûlés après avoir été confisqués à des détenus a provoqué un véritable soulèvement. Tout au long de la semaine, des milliers de manifestants se sont rassemblés dans plusieurs villes et régions du pays aux cris de « À mort l'Amérique », plusieurs attentats-suicides ont eu lieu en particulier contre une base militaire de l'Otan. Il y a eu 30 morts et au moins 200 blessés et deux soldats de l'Otan tués. Ces faits montrent le vrai visage de l'occupation à l'opposé des discours officiels sur la « pacification ». Obama a tenté de sauver la crédibilité de sa politique en présentant ses excuses auprès de Hamid Karzaï, la président afghan, son homme de main, invoquant une « erreur [...] commise par inadvertance ». Le « responsable » devra « rendre des comptes » ! Mais les responsables, ce sont lui et ses alliés dont la France, c'est l'occupation par les troupes de l'Otan et son cortège d'exactions sanglantes contre la population, les humiliations quotidiennes qu'elle lui impose. Après dix ans de guerre et d'occupation, la haine contre les USA et leurs alliés ne cesse de croître en renforçant l'influence des talibans et leur emprise sur la population. La politique militariste de l'impérialisme est un échec sanglant, mais les chefs du Pentagone ignorent le doute. « Les fondements de notre stratégie demeurent solides » ont-ils déclaré. Et des millions de dollars et d'euros sont engloutis dans cette sale guerre pour asservir les peuples d'Afghanistan et perpétuer la domination des grandes puissances. Les troupes de l'Otan hors d'Afghanistan !

Punir les employeurs assassins : l'exemple italien

Loin du bruit et de la fureur des meetings électoraux, avec des médias plus que discrets, une passionnante rencontre avec le procureur de la République de Turin, Raffaele Guariniello, à l'invitation du Syndicat de la magistrature, de l'association Interforum et de l'organisation Giuristi Democratici, a eu lieu samedi 25 février. Pour un débat public portant sur les méfaits du travail, on pouvait remarquer la faiblesse de la représentation des organisations syndicales. Leur discrétion peut s'expliquer par la peur de se faire reprocher leur participation au Comité permanent amiante qui pendant des décennies a justifié et organisé une utilisation « raisonnable » de l'amiante. Mais étaient présentes des inspecteurs et inspectrices du travail, l'Andeva, de nombreux acteurs judiciaires de plusieurs pays ainsi que la Fondation Henri-Pézerat. Le procureur de Turin a été à l'initiative des

procédures qui ont conduit à la condamnation des responsables de Thyssen-Krupp à seize ans et demi d'emprisonnement pour homicide volontaire à la suite d'un accident du travail ayant entraîné le décès par brûlures de sept ouvriers et à celles de deux principaux dirigeants d'Eternit à seize ans de prison et à des centaines de millions d'euros d'amendes coupables d'empoisonnement environnemental ayant entraîné la mort et la maladie grave de milliers de travailleurs et de leurs proches.

Après une introduction par Jean-Paul Teissonnière, avocat spécialiste des questions de santé et sécurité au travail, le procureur de Turin a présenté les spécificités des procédures engagées et des moyens utilisés.

Outre son acharnement, le parquet de Turin bénéficie tout d'abord d'une indépendance par rapport au pouvoir politique qui fait rêver les

magistrats français. Ensuite, le parquet turinois s'est doté d'un observatoire des cancers professionnels qui part systématiquement « à la recherche des cancers perdus ». Le remarquable résultat consiste en des condamnations au pénal de dirigeants responsables de la stratégie industrielle des groupes Thyssen et Eternit. Ces derniers pour crimes environnementaux couvrant non seulement les victimes ayant travaillé dans les usines Eternit mais aussi les victimes dans la population environnante.

Les débats ont porté sur des comparaisons entre les situations et possibilités des différents pays (Italie, France, Belgique) et l'opportunité controversée de la mise en place d'un tribunal européen sur ces questions. Pour ne prendre que la situation française, la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de cassation, à partir de l'obligation de sécurité de résultat, a construit un droit

théoriquement fort de la prévention des risques professionnels. Mais la faiblesse des moyens mis à disposition de la justice et des inspections du travail entrave des avancées significatives réelles. Et surtout, la dépendance du parquet par rapport au pouvoir politique interdit pratiquement toute initiative voire les contrecarre en dessaisissant les magistrats de gros dossiers gênants. Pour conclure, le procureur de Turin a défendu l'idée qu'il fallait s'emparer de façon volontariste des outils judiciaires en l'état dans chaque pays même si face à des groupes internationaux il fallait dépasser la situation où « le crime sanitaire ou social voyage à la vitesse de la lumière, pendant que la justice se déplace à la vitesse d'une diligence ».

Robert Pelletier



En campagne

Réussir notre premier tour...

Nous entamons la phase finale du parcours du combattant-candidat, pour réussir à franchir ce que Philippe a appelé « notre premier tour ». La date couperet, le 16 mars.

Il nous reste deux semaines pour reconvertir les promesses en parrainages officiels, pour échapper à cette censure administrative que l'État impose avec la complicité des partis institutionnels. C'est possible, et indispensable pour donner force et crédibilité à nos idées, en donnant les moyens à Philippe Poutou de rentrer de plain pied dans le match. Indispensable pour surmonter les difficultés rencontrées durant ces premiers mois de campagne. Nos difficultés sont surtout la conséquence du poids de la crise qui conduit, dans un premier temps, la majorité de la population à regarder du côté des fausses réponses qui semblent plus « réalistes » parce qu'elles restent dans le cadre du système. Pourtant, il est clair que la clé de la situation est entre les mains du monde du travail, de la jeunesse, des classes populaires, de leur intervention sur le terrain politique. Que Philippe soit candidat contribuera à redonner confiance aux victimes de la crise. Oui, il existe une issue, ce sont les classes exploitées qui en sont porteuses, pas les démagogues de tout poil du théâtre politique et médiatique. Le président des riches qui pose au candidat du peuple ! Les médias qui se demandent s'il réussira à chiper ce titre... à Marine Le Pen ! Le président bling-bling et l'héritière millionnaire jouant aux candidats anti-élite. Quelle farce ! L'un comme l'autre sont les représentants des classes privilégiées... Ils prétendent nous protéger des drames de la crise. Ils se fichent de nous. Les cinq ans de Sarkozy, le programme de l'héritière du millionnaire, sont deux programmes pour les classes dirigeantes et les patrons. Le premier mise sur l'Europe, le deuxième mise sur son effondrement mais les deux veulent nous faire payer la crise. Ils sont en rivalité pour flatter les préjugés xénophobes et racistes, tenter de dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Comment faire confiance à François Hollande qui « a pour adversaire le monde de la finance », mais se vante, à Londres, dans *The Guardian*, que le PS a fait disparaître les communistes, privatisé et libéralisé, et rassure la City, les financiers n'ont rien à craindre...

Au centre de notre politique, il y a le souci d'aider au regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent les politiques d'austérité, de construire l'unité des travailleurEs et de leurs organisations. Mais à travers cette bataille, il est indispensable de tracer une perspective anticapitaliste. Il appartient aux travailleurs eux-mêmes de se protéger contre la crise en imposant leurs exigences dont l'annulation de la dette, une autre politique qui réponde aux besoins de la population en rupture avec la soumission aux classes dominantes, à la finance.

Il s'agit de conquérir une réelle démocratie maintenant. Il faut bousculer le jeu des vieux partis institutionnels habitués à l'alternance ou à la cohabitation. Les classes populaires ont besoin d'un gouvernement qui les serve réellement, qu'elles puissent contrôler et qui leur garantisse un droit de contrôle sur la marche de l'économie. Un gouvernement qui agira dans le but de construire une autre Europe en rupture avec celle de Sarkozy et Merkel. Loin de protéger les populations, cette dernière n'offre qu'un avenir de régression sociale, de division entre les peuples, de conflits. Nous voulons construire une Europe de solidarité et de coopération, l'Europe des travailleurs et des peuples.

D'ici au 16 mars, donnons-nous les moyens de faire entendre ces idées, donnons à toutes celles et ceux qui se reconnaîtront en elles la possibilité de le dire en votant, le 22 avril, pour Philippe Poutou.

Yvan Lemaitre

ArcelorMittal : en faire le cauchemar de Sarkozy

Les salariéEs d'ArcelorMittal à Floranges, ont décidé de s'inviter dans la campagne présidentielle, obligeant ainsi les candidatEs à s'engager.

Florange, site sidérurgique que le groupe ArcelorMittal veut liquider, est le nouveau terrain de déversement des promesses électorales. Sarkozy promet de « tout faire pour que Florange rouvre » comme il s'y était engagé pour Grandrange où la moitié des emplois ont été supprimés dans les mois qui ont suivi. Hollande propose une loi qui imposerait à d'autres patrons de reprendre le site et qui pourraient ainsi, à leur tour, le fermer ou supprimer les emplois.

ArcelorMittal est un groupe qui fait beaucoup de bénéfices, 1,7 milliard d'euros en 2011, mais dont la stratégie mondiale se moque pas mal des 2500 salariéEs au chômage partiel depuis l'arrêt, « provisoire » selon la direction, des hauts-fourneaux. La prolongation de cet arrêt a été annoncée lors du dernier comité central d'entreprise (CCE) de jeudi dernier. Mais pour les salariéEs de Florange, c'est bien la fermeture définitive du site qui est programmée. C'est pourquoi, depuis le lundi 20 février, ils ont mis, à leur tour, la direction du site en « chômage technique » en occupant les « grands bureaux » où elle sévit d'habitude. C'est d'ailleurs là que Philippe Poutou rencontrait lundi dernier une centaine de salariéEs. Pour les salariéEs, l'enjeu dépasse largement le site lui-même. C'est toute l'activité sidérurgique qui est menacée mais aussi une région entière, lourdement frappée par le chômage, qui serait frappée de mort sociale. Philippe, après s'être félicité de voir que les salariéEs « ne se résignent pas », les a rejoints en déclarant que l'urgence sociale nécessite



l'interdiction des licenciements et des délocalisations, et la constitution d'une branche de la Sécurité sociale financée par le patronat pour permettre le maintien de l'emploi et du salaire. Les salariéEs, forts de leur savoir-faire, défendent l'idée qu'ils et elles sont les vrais détenteurs de l'outil de travail. Pour ne pas laisser de répit à la direction, ils ont bloqué toutes les entrées du site. La direction joue l'usure en achetant des produits venus d'autres entreprises

ou en utilisant ceux qui sont produits à Dunkerque. À la coopération patronale, il faut opposer la solidarité des travailleurs et l'extension de la lutte. Édouard Martin, un des animateurs de la lutte militant à la CFDT, a promis qu'ils « feraient de Florange le cauchemar du gouvernement jusqu'à la présidentielle ». Un programme électoral qui nous va bien.

Robert Pelletier

Échos de campagne

Meeting médiatique à Beauvais

Mardi 21 février, 80 personnes sont venues écouter et débattre avec Philippe à Beauvais. Parmi elles, des camarades que nous côtoyons dans les luttes locales : en solidarité avec les sans-papiers et demandeurs d'asile avec RESF-Solidarité Migrants, en solidarité avec la Palestine dans les actions BDS et « Un bateau pour Gaza », contre l'incinérateur de Villers-Saint-Sépulcre, pour un retour en régie publique de l'eau à Beauvais, contre la privatisation de la Place du Jeu-de-Paume à Beauvais, dans les grèves et manifestations appelées nationalement, etc. Il y avait des militantEs de diverses sensibilités : PS, PCF, GU, GA, LO... venuEs débattre avec nous : la grève générale

comme moyen d'action, quelle unité, quelles divergences avec le Front de Gauche, comment battre Sarko, etc. Enfin, quelques anonymes sont venuEs voir qui était Poutou...

Philippe nous a présenté un bilan économique et social de la crise (« toujours moins » du côté des pauvres et « toujours plus » du côté des riches...), suivi de la présentation des propositions et mesures d'urgence du NPA. Il a rappelé le rôle important des luttes pour changer la société. Le meeting s'est terminé par un pot de l'amitié, où chacunE a pu discuter en grignotant quelques spécialités locales fabriquées par les militantEs.

Philippe a pu rencontrer les BeauvaisienNEs et dédicacer son livre *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !*

Nous avons eu la surprise d'avoir une présence importante de caméras de télévision : merci à Philippe d'avoir pu répondre

à toutes les questions posées au milieu d'une « horde » de journalistes !

Comité NPA Beauvais



Les militantEs de Beauvais distribuent des tracts à la sortie des usines en vue du meeting. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Santé : quel bilan tirer du quinquennat de Sarkozy ?

Ces cinq années sont marquées par une accélération et une aggravation des contre-réformes engagées sous le quinquennat de Chirac. Les deux piliers garantissant à tous la possibilité de soins de qualité (l'Assurance-maladie et l'hôpital public) sont de plus en plus ouvertement attaqués.

Pour les classes populaires, bien se soigner tend à devenir un luxe et non plus un droit : un quart de la population renonce à des soins pour des raisons financières. La Sécu ne rembourse plus que 54% des soins de ville (hors hôpital). Les tarifs des mutuelles et assurances complémentaires s'envolent. La création des « franchises » instaure un véritable impôt sur la maladie. Le forfait hospitalier augmente, les dépassements d'honoraires des spécialistes deviennent la règle. Des médicaments nécessaires ne sont plus ou pas remboursés, l'Aide médicale d'État (AME) pour les étrangers en situation irrégulière est remise en cause.

Avec la loi « Bachelot », les fermetures de services s'accroissent dans les hôpitaux de proximité, tout autant que dans les grandes villes. Les délais pour accéder aux soins s'allongent, les services d'urgences sont débordés, la pénurie de lits et de personnel se généralise. Donnant pleins pouvoirs à des instances autoritaires, les ARS (agences régionales de santé), sous la coupe directe du ministre, la loi Bachelot abolit la place centrale de l'hôpital public. Celui-ci est mis en concurrence avec les cliniques privées commerciales. Les missions de service public de l'hôpital ne sont plus reconnues. Les budgets hospitaliers insuffisants aboutissent à une pénurie de personnel. Ils mettent en cause la qualité des soins. Les établissements sont contraints de s'endetter auprès des banques, enclenchant le mécanisme infernal de la dette. Pendant ce temps, les secteurs et activités rentables sont abandonnés au privé.

Les dernières mesures du quinquennat, la TVA antisociale et autres exonération de cotisations sociales remplacées par l'impôt, préparent la mise à mort de la Sécu. C'est un autre système qui se met en place : une assistance minimum (payée par les impôts des salariés) complétée par des assurances pour ceux qui en auront les moyens.

Que propose le PS ?

Le PS dénonce la plupart de ces mesures et leurs conséquences. Mais au lieu de prévoir leur abrogation et de proposer une alternative, il se contente de les aménager à la marge.

Hollande ne préconise ni l'abolition des franchises médicales ni l'interdiction des dépassements d'honoraires. Il veut maintenir les ARS et se contente d'un aménagement du financement des hôpitaux, avec une reconnaissance limitée des missions de service public. Il n'a nullement l'intention de s'en prendre aux intérêts privés et à leurs profits, que ce soit les laboratoires pharmaceutiques ou les cliniques privées. Dans son discours du 2 avril, il appelle à être « fiers » des grandes entreprises de santé « quand elles dopent la recherche, quand elles conquièrent des marchés, quand elles sont compétitives »!

Enfin, et c'est le point décisif, le PS s'inscrit dans la même logique que Sarkozy. Celle de la baisse du « coût du travail », et donc de la réduction du financement des dépenses de santé par les employeurs grâce à la Sécu. S'il rejette la « TVA sociale », il préconise lui aussi d'exonérer les patrons du financement de la protection sociale en fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG (contribution sociale généralisée).

Quelles réponses anticapitalistes ?

Pour nous, le droit à la santé est un droit fondamental, et nous vivons dans une société qui permet à tous d'accéder à ce droit. Il n'y a pas de « déficit » de la Sécurité sociale, mais un manque de financement dû aux choix politiques des gouvernements successifs. Nous considérons que la santé de tous vaut mieux que les profits de quelques-uns, et qu'il s'agit là comme ailleurs d'imposer une autre répartition des richesses.

Nos priorités :

- l'abrogation de l'ensemble des contre-réformes de Sarkozy.
- La gratuité des soins, par leur remboursement total par la Sécu, et l'instauration du « tiers payant » évitant toute avance de fonds, la suppression des franchises, du forfait hospitalier, du ticket modérateur, l'interdiction de tout dépassement d'honoraires.

LA SANTÉ PUBLIQUE SE DÉGRADE



- FAUCON -

- La fin de la soumission de la santé aux intérêts privés par l'expropriation des entreprises pharmaceutiques, leur transformation en entreprise publique, sous le contrôle des professionnels et des usagers. L'expropriation des actionnaires des cliniques privées, et leur intégration avec leur personnel à l'hôpital public.

- La création de centres de santé publics et gratuits, ouverts 24 heures sur 24.

- Un plan emploi formation de 120 000 emplois pour l'hôpital public.

Ces exigences sont à imposer, par la mobilisation la plus unitaire possible, quelle que soit l'issue des élections.

J.C. Delavigne

Échos de campagne

Philippe au Salon anticolonial

Dimanche 26 février à Paris, devant près de 150 personnes, Philippe Poutou participait à un débat d'interpellation des candidats dans le cadre de la Quinzaine anticoloniale et antiraciste. Depuis son lancement en réaction à la loi de 2005 sur le « rôle positif de la colonisation », elle est devenue une échéance incontournable sur les questions anticoloniales en Île-de-France. Plus profondément, le NPA considère qu'il existe une histoire et une actualité des liens entre capitalisme, impérialisme, (néo)colonialisme, mouvements migratoires, racisme et violence d'État. La présence de Philippe était donc nécessaire. D'ailleurs, sur les neuf candidats conviés, huit se sont fait représenter.

De LO à l'UMP, chaque candidat a été brièvement

interrogé par des journalistes de médias liés aux quartiers ou aux minorités. Questionné sur la discrimination positive, Philippe a rappelé que si elle peut, à la manière de la parité, servir d'aiguillon volontariste, elle ne remet pas en question les causes profondes des discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers populaires : à savoir un croisement complexe entre exploitation de classe et oppression raciale. Plus, elle servent souvent d'écran de fumée en instrumentalisant quelques individus poussés sur le devant de la scène. Développant la question, il a aussi rappelé la nature coloniale et raciste de la République, ainsi que les dérives actuelles de la laïcité qui servent à stigmatiser les musulmans.

Correspondant

Fralib : la défense de l'Éléphant

Vendredi 24 février, une centaine de salariés et de soutiens avaient rendez-vous à la Bourse du travail de Paris avec les candidatEs à l'élection présidentielle et les soutiens politiques et syndicaux. Si chacunE apporte un soutien inconditionnel à la lutte des Fralib, les interventions des représentantEs de la gauche, de Hollande à Mélenchon, insistent sur les propositions de lois qu'ils initieront s'ils sont au gouvernement. Nathalie Artaud et Philippe Poutou insistent sur la nécessité de la mobilisation, dès maintenant et quel que soit le résultat des élections. Pour conclure, Olivier Leberquier, responsable CGT, revient sur les grands moments de leur lutte et des échéances judiciaires : 515 jours de lutte, deux annulations de procédures de PSE, le soutien de la région et de multiples syndicats dans tout le pays. Il détaille ensuite les propositions de reprise de l'activité qu'Unilever tente toujours d'empêcher : développer une production

équitable, associant des coopérations avec les producteurs pratiquant une culture respectueuse des conditions de travail et de l'écologie, permettant la valorisation de la culture des plantes aromatiques. La forme juridique, encore en débat, prendra en compte la participation des salariés engagés dans le projet, les partenariats avec les institutions locales et régionales et des organismes de financement. La première condition étant de lever le veto d'Unilever tant sur l'utilisation de la marque « l'Éléphant » que sur la cession des machines et des stocks pour l'euro symbolique. Olivier, qui la veille même avait dû répondre à une convocation de la gendarmerie d'Aubagne, termine sur ce refus de plier face à Unilever : « Ce n'est pas en nous faisant visiter les gendarmeries et les palais de justice que vous nous ferez reculer ou accepter le "chèque-valise" ». « Notre combat s'inscrit dans un refus d'un capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable ». « Nous voulons

travailler debout, fiers de notre travail, de nos compétences, de notre combat ».

L'après-midi, après un repas fraternel, la manif à Paris s'est trouvée bloquée au bout d'une demi-heure aux alentours de Beaubourg, par un impressionnant déploiement de gendarmes mobiles armés de flashballs, et décidément toujours prêts à rencontrer les Fralib ! Après un face à face parfois tendu, les forces de « l'ordre » ont fait repartir les manifestants dans les cars, deux heures plus tôt que prévu. Sans doute pour éloigner au plus vite ces personnages qui risquaient de mettre la capitale à feu et à sang, deux motards de la gendarmerie ont escorté les trois cars bourrés de dangereux syndicalistes jusqu'aux autoroutes de sortie de la ville. Malgré ces péripéties de fin de journée, cette mobilisation a une nouvelle fois regonflé le moral des Fralib qui devraient être reçus à Matignon le 1^{er} mars. À suivre...

Robert Pelletier

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Vendredi 2 mars, Perpignan.

Réunion publique à 20 heures, salle des libertés, 3, rue Bartissol.

Mardi 6 mars, Nancy.

Réunion publique à 20 heures, salle Raugraff, 13, rue des Ponts.

Vendredi 9 mars, Nîmes.

Réunion publique à 19 h 30, centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger.

Mardi 13 mars, Chambéry.

Réunion publique à 18 h 30, espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

Jeudi 15 mars, Limoges.

Réunion publique à 20 heures, salle Jean-Pierre-Timbaud (derrière la mairie).

Vendredi 16 mars, Alençon.

Réunion publique à 20 h 30, salle Baudelaire, rue Porchaîne.

Mardi 20 mars, Valence.

Réunion publique à 19 heures, Parc des expositions, salle Espace, 16 avenue Georges-Clémenceau.

MEETINGS AVEC CHRISTINE POUPIN

Vendredi 2 mars, Angers.

Buffet du NPA 49 et rencontre avec Christine Poupin à 19 heures. Entrée libre, salle Paul-Bert, 12 rue d'Assas.

Jeudi 8 mars, Cherbourg-Octeville.

Réunion publique à 20 heures, complexe Chantereyne.

Vendredi 9 mars, Saint-Brieuc.

Réunion publique à 20 h 30, Maison du temps-libre, rue du Maréchal-Foch.

MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

Jeudi 8 mars, Montluçon.

Réunion publique à 20 heures, édifice communal Maison des syndicats, Place Jean-Dormoy, avenue de la République.

Vendredi 9 mars, Montreuil.

Réunion publique à 20 heures, école Kergomard, 34 rue Robespierre.

Mardi 13 mars, Gérardmer.

Réunion publique à 20 h 30, salle des Armes, 48, rue Charles-de-Gaulle.

Mercredi 14 mars, Cahors.

Réunion publique à 20 h 30, salle Mémoire du 20^e siècle-Terre Rouge.

Lundi 19 mars, Saint-Étienne.

Réunion publique à 19 heures, amicale laïque de la Chaléassière, 9, rue Jean-François-Révolier (angle rue Barroin et rue Bergson).

Mercredi 21 mars, Évreux.

Réunion publique à 20 heures, salle Jules-Janin 6, boulevard Jules-Janin.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

Le travail, c'est n

La gestion des entreprises par ceux qui produisent les richesses est un fil rouge de l'histoire du mouvement ouvrier. Bien sûr, les termes du débat ont bien changé depuis l'époque où les entreprises concernées, à la fin du XIX^e siècle, étaient plus proches des actuelles PME que des grands groupes internationaux qui font la loi économique et politique aujourd'hui. La prise en main de l'organisation du travail par les travailleurEs s'est cependant posée à plusieurs reprises lors des montées révolutionnaires en URSS, en Allemagne, ou en Espagne entre les deux guerres. On sait moins qu'à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, en France, près d'une centaine d'entreprises étaient sous contrôle de « comités d'usine » aux compositions et pouvoirs très différents. La « régularisation » se fait alors par le retour des patrons provisoirement écartés, la mise en place des comités d'entreprise et quelques nationalisations. Il faut attendre Mai 68 pour voir quelques comités de grève se poser la question du redémarrage de l'activité ou de la participation à l'approvisionnement de certaines localités. À l'entrée des années 1970, le conflit de Lip réactualise la question avec le mot d'ordre « on fabrique, on vend, on se paie ». Ce combat exemplaire influence alors de multiples luttes et rallie toutes les organisations du mouvement ouvrier au concept d'autogestion, qui ne restera qu'un slogan vide. La succession des crises économiques suscite plus de résignation que de mise en cause du système. La colère s'exprime par le retour des violences contre l'outil de travail que symbolisent alors les luttes de Cellatex, Daewoo, Michelin, Moulinex jusqu'à New Fabris. Avec l'approfondissement de la crise tant sociale, écologique que politique, l'idée s'affirme que les travailleurEs peuvent produire sans patron et sont au moins aussi capables de gérer les entreprises que les managers qui, ne visant que l'augmentation des profits, les ferment et licencient tout en aggravant les conditions de travail. C'est ainsi que, dans de nombreuses luttes, les salariéEs posent la question de la prise en main de la production, de l'appropriation de l'outil de travail. Dans les raffineries, à la Fonderie du Poitou, chez Philips, Fralib, Helio-Corbeil, SeaFrance ou Arcelor-Mittal, les salariéEs remettent en cause l'arbitraire patronal. CertainEs s'engagent sur la piste des Scop (ex-sociétés coopératives ouvrières de production devenue participatives), des SCIC (sociétés coopérative d'intérêt collectif), l'expropriation est en débat, de l'Argentine à la Grèce. Ceux d'en bas sont prêts à prendre leurs affaires en main.

Robert Pelletier

Pour garder un peu de notre industrie... la reprise

Depuis des mois, sinon des années, les luttes les plus acharnées s'accumulent de la part de salariés qui refusent de voir appliquer des licenciements massifs, fermer leur usine rentable et innovante ou de la voir partir en Inde, en Chine... en pure perte. Toute notre industrie est en train de partir. Après la sidérurgie, le textile, c'est maintenant le temps de la chimie et des raffineries, de l'industrie automobile et métallurgique, et des derniers pans de notre tissu productif, et les services sont frappés à leur tour. Continental, Molex, New Fabris, Caterpillar, Chaffoteaux et Maury, Philips, Sanofi, Renault, Ford, Goodyear... toutes les dernières années ont été émaillées de luttes forcenées qui la plupart du temps n'ont servi qu'à retarder les plans sociaux et fermetures, sauf exception¹. Dans l'actualité, se conjuguent la lutte depuis 500 jours des salariés de Fralib à Gémenos pour éviter la fermeture de cette usine de thé appartenant à Unilever et la reconvertir vers des tisanes locales, la lutte des marins de SeaFrance pour reprendre l'entreprise sous forme de coopérative, tandis que les 3 000 salariés de PSA à Aulnay-sous-Bois, menacé de fermeture, manifestaient samedi 18 février, et que les métallos d'ArcelorMittal à Florange bloquent la production et l'expédition de cette entité métallurgique pour exiger la remise en route des deux hauts-fourneaux fermés depuis des mois. Or, quelque chose de nouveau affleure dans ces luttes, qui avait déjà été avancé par les salariés de la raffinerie Total des Flandres à Dunkerque, lorsque avant sa fermeture ils

avaient avec SUD proposé – en vain – la reconversion de cette raffinerie – quelque chose qui court de la lutte des Philips de Dreux ayant repris, avec la CGT locale, le contrôle de la production de cette dernière usine de téléviseurs en France en janvier 2010 à celle des métallos CGT de la SBFM de Caudan quand ils avaient fait tourner la fonderie sans patron trois mois en 2010... il s'agit de la reprise des entreprises sous le contrôle des salariés. Ou encore de leur réquisition par les salariés, sous contrôle public. Cette revendication va en effet beaucoup plus loin que la seule lutte pour de meilleures indemnités de licenciement, qui a rendu célèbres les Conti. Elle va plus loin aussi que la revendication, si juste soit-elle, de l'interdiction des licenciements, ou celle d'accroître le pouvoir des salariés au sein des comités d'entreprise². Elle correspond à ce qu'expriment les salariés lorsqu'ils disent : « Nous affirmons que les salariés de Florange sont des ayants droits essentiels en qualité de créateurs de richesses par leur capacité humaine à développer la valeur ajoutée dans notre entreprise. » Et en effet, les entreprises ne devraient-elles pas être considérées comme des biens publics, fruit du travail de leurs salariés, plus encore lorsqu'elles ont bénéficié des années durant de multiples aides publiques ? Il est en effet temps que les salariés de France – qui font encore vivre notre tissu productif et se voient condamnés à disparaître par le capitalisme financier mondialisé et sa recherche des moindres coûts – reprennent le pouvoir sur leur production, se donnent enfin la maîtrise de leur travail et de leur

production de richesse. Ils ont compris qu'ils n'ont rien à attendre de ce gouvernement, qui a abandonné toute politique industrielle et toute volonté de préserver nos emplois, tant publics que privés. Qu'il est grand temps d'agir, dans l'unité intersyndicale, et avec l'appui de l'ensemble des citoyens et élus locaux, pour éviter ce désastre économique et social. Or, il est possible de reprendre la production et de ne pas se contenter de meilleures indemnités de départ. Les exemples argentins d'entreprises passées aux mains de leurs salariés et devenues des coopératives (comme Zanon, l'Hôtel de Buenos Aires, etc.) sont là pour le prouver, tout comme les entreprises et les services publics qui sont en ce moment réquisitionnés par les salariés grecs (comme l'hôpital de Kilkis)... Et n'oublions pas que Continental à Mexico a été réquisitionné par ses salariés après deux ans de grève et qu'ils réembauchent aujourd'hui... Pourquoi cela ne serait-il pas possible en France ? **Évelyne Perrin, membre du conseil scientifique d'Attac et syndicaliste SUD**

1. Un bilan de ces luttes, commentées par les syndicalistes qui les ont menées, est disponible dans l'ouvrage à paraître : Évelyne Perrin, *Haute tension. Les luttes des salariés contre les plans sociaux 2008-2010*, sur les sites de Stop Précarité et du labo de recherche Iresmo.

2. Ces deux revendications sont portées en effet tant par les partis de la gauche du PS – Front de Gauche et NPA – que par des économistes comme Thomas Coutrot, coprésident d'Attac. Elles sont aussi mises en avant dans la brochure inter-orgas sur « La reconversion écologique et sociale de l'économie » diffusée largement cet été, disponible sur reconversion-contact@googlegroups.com et dans l'ouvrage d'Éveline Perrin cité ci-dessus.

Fralib, se réapproprié l'outil de travail

Entretien avec Olivier Leberquier, mécanicien, dé



Quel est le fond du projet que vous avez élaboré ?

Pour diverses raisons, on n'a pas voulu se laisser enfermer dans... Notre but est de maintenir l'outil de travail, l'outil industriel. Da... sommes preneurs de toute solution. Ce que nous voulons avant tout, c'est avoir les moyens de continuer sous une forme inédite. Cela dit, au vu des éléments dont nous disposons nous avons une idée assez précise de la forme juridique que pourrait prendre. Elle regrouperait un collectif de salariés qui serait majoritairement territoriales qui se sont engagées à soutenir le projet, des partenaires souhaiteraient s'associer et dont quelques-uns existent aujourd'hui. À l'heure actuelle, Unilever bloque en amont et en aval toutes nos possibilités. Ce que nous voulons, c'est reconstruire tout ça, arracher à Unilever la fonctionner la boîte, par exemple par un accord de sous-traitance. D'éventuels partenaires privés pourront s'associer au projet du moment qu'il appartiendrait au collectif de salariés dans le cadre par exemple d'une coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

Comment comptez-vous le mettre en œuvre ?

Nous avons pris des contacts directement avec des producteurs... un producteur de thym de la région serait prêt à procéder à des commandes d'une mise en sachet par nous. C'est pour ça que nous voulons arracher à Unilever la possibilité d'une période intermédiaire et développer une production locale pour briser le monopole. Il faut savoir par exemple, qu'Unilever contrôle 80% de la production de Lanka et une très grosse part de la production de l'Inde. La plupart des produits dépendent Unilever. Le thé est théoriquement vendu aux enchères publiques puisque Unilever achète et donc, contrôle tout. Nous avons en vue des contacts privilégiés avec certains pays comme l'Inde par le biais de la fédération CGT de l'agroalimentaire. Si ce partenariat sera concrétisé d'ici deux à trois ans. Il y a donc nécessité à arracher à Unilever, non seulement l'outil de travail, mais aussi la possibilité d'accès aux matières premières. Cela signifie de passer par un accord de sous-traitance pour cinq ans ; créer pendant cette période des circuits d'approvisionnement et obtenir d'ici dix ans les matières premières à prix qu'eux.

Quelle forme prendrait la gestion de cette entreprise ?

Nous n'avons pas encore tranché la question. Globalement, l'outil de travail revient au collectif des salariés qui s'inscriront dans le projet. Ce collectif représentera 60% dans la société. La gestion appartiendra donc au Collectif. À tout moment, les représentants du Collectif pourront être remplacés par l'assemblée générale du personnel.

N'y a-t-il pas risque d'auto-exploitation dans un cadre coopératif ?

C'est pour éviter ce risque que nous n'avons pas choisi la forme coopérative et participative. L'entreprise n'appartiendra pas aux salariés individuellement (pas d'actionnariat ouvrier), mais au Collectif. De quitter l'entreprise n'aurait aucun droit de propriété dessus. Nous réclamons donc d'Unilever, les machines et la production. Nous proposons des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui ont été cassés, il existe une création d'entreprise de 20 000 euros. Nous revendiquons le passage à 50 000 euros pour tous les salariés qui choisiraient la solution que nous proposons. Si 100 salariés font ce choix, le montant total de la prime de 5 millions d'euros qui seraient immédiatement affectés à un fonds de réserve. Ceux qui ne souhaiteraient pas participer à ce projet perdraient leur part de la prime de licenciement que nous exigeons bien sûr pour les salariés.

Et où en êtes-vous aujourd'hui ?

Nous en sommes à 509 jours de conflit. Deux procédures ont déjà été déposées en justice, et la direction d'Unilever en prépare une troisième. Les contacts sur notre projet semblent évoluer. Ce projet est basé sur du concret, les comités territoriales s'engagent à y prendre part. Même le préfet reconnaît que la concrète est posée, et qu'Unilever doit revenir à la table de négociation. Certes, le contexte économique, social et surtout électoral favorise la reconversion. À nous d'en tirer tout le bénéfice pour notre lutte.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

Dans les Scops comme à Limoges, ça licencie aussi!

À Limoges, la Société des ouvriers plombiers couvreurs zingueurs (SOPCZ) est une coopérative ouvrière fondée en 1905. 195 salariés dont 171 «sociétaires» qui fonctionnent depuis longtemps comme une entreprise privée tout en conservant ses statuts de coopérative. L'équipe de direction, sept cadres dont six recrutés hors de la boîte, se comporte comme de véritables chefs monopolisant toutes les décisions. Il y a bien deux assemblées générales par an qui ne servent qu'à entériner les décisions passées. Le bilan n'est donné qu'au début de l'AG dans un jargon comptable difficilement déchiffrable. Beaucoup de salariés ont renoncé à tout contrôle sur l'entreprise.

Pourtant, il y a eu quelques mouvements dans la boîte de 2003 à 2006 sur les salaires où nous avons obtenu de 200 euros pour les bas salaires à 80 euros pour les autres, plus quelques autres améliorations. Mais c'était lors des années «fastes» quand l'entreprise engrangeait des bénéfices. Pas mal d'ouvriers participaient aussi aux actions syndicales nationales, malgré une forte pression de l'encadrement pour nous en détourner.

Depuis trois ans, la boîte est en difficulté. Sous la pression des banques, la direction s'est empressée de mettre en place un plan de 26 licenciements, plus 30 intérimaires. Côté salariés, certains se résignent, d'autres commencent à réagir, comme le secteur travaux publics rejoint par des salariés d'autres services. À quelques-uns, avant que le PSE ne soit acté, nous avons fait le tour des boîtes dans le même cas que nous dans le but d'agir ensemble. Mais si l'accueil était chaleureux, rien ne s'est encore concrétisé. La direction ne veut rien entendre, l'inspection du travail a annulé le 1^{er} plan, mais ne s'y oppose pas. Profitant de la vague de froid, la direction a mis l'entreprise en arrêt intempéries, sauf astreintes et dépannages, pour couper court à la contestation, alors que d'habitude elle nous fait travailler par tous les temps : nous ne pouvons plus nous réunir. Le pessimisme gagne un peu, beaucoup prennent conscience que la Scop ne les protège pas de la situation économique, qu'ils ont laissé la direction agir sans contrôle et que finalement, Scop ou pas, nous sommes tous otages du système.

Hubert (Limoges)

Fagor, triomphe d'une coopérative ou multinationale comme les autres?

Fagor, 5^e entreprise européenne d'électroménager, fait partie du groupe Mondragon, du nom de la ville du Pays basque espagnol où il s'est constitué. Afin de développer l'emploi industriel dans une vallée agricole aux traditions nationalistes et antifranquistes, un curé a créé ces coopératives dans les années 1950. Chacune appartient à ses salariés qui décident des grandes orientations dans une assemblée annuelle et élisent leur direction, ainsi qu'un «conseil social», sorte de comité d'entreprise. Quand une coopérative est en difficulté, ses travailleurs-associés font de lourds sacrifices (renoncement aux intérêts sur leur part du capital, diminution de leur salaire, flexibilité du travail) pour maintenir leur emploi ; si leur poste est supprimé, ils sont reclassés dans une autre coopérative du groupe.

La mondialisation l'a poussé à «grandir pour ne pas disparaître» : Mondragon frôle la centaine de milliers de salariés, dans plus de 250 entreprises industrielles ou de distribution ; la majorité ayant un fonctionnement capitaliste, surtout les filiales implantées dans le reste du monde. Même dans les usines basques, beaucoup de salariés n'ont que des contrats précaires et pas les droits des travailleurs-associés, et sont virés avec la crise.

Pour se développer dans l'électroménager, Fagor a acheté une ancienne usine d'État polonaise et le groupe français Brandt. Loin de proposer une convergence vers le haut des droits et des conditions de travail, Fagor délocalise petit à petit les productions en Pologne, ce qui détruit l'emploi à l'Ouest (un tiers des effectifs en cinq ans), et surexploite au maximum les travailleurs de l'Est... 80% des lave-linge à chargement par le dessus commercialisés en France (sous les marques Vedette, Brandt, Thomson et Fagor) ne sont plus fabriqués dans l'usine de Lyon : cet établissement a d'ailleurs été vendu. Pour le faire fermer plus discrètement ? En Pologne, une grève pour les salaires a été très durement réprimée en 2008 (quadrillage de l'usine par des vigiles, licenciements des leaders syndicaux).

De la bouche même des dirigeants, leur coopérative «plus humaine et participative», n'est en aucun cas une alternative au système capitaliste. Le président de Mondragon explique : «Nous sommes une entreprise comme les autres. La différence, chez nous, c'est que tous les salariés sont capitalistes.» Souhaitent-ils vraiment appliquer leur humanisme à l'échelle internationale ou restent-ils essentiellement motivés par leur position dans le secteur démocrate-chrétien de l'establishment basque ?

Ainsi, ils considèrent que les syndicats n'ont «aucune raison d'être dans une coopérative» ! Du coup, les salariés n'ont pas de contre-pouvoir, de moyens pour analyser la situation économique et présenter des alternatives. La défense des intérêts généraux des travailleurs et des populations est oubliée. Les assemblées ne servent qu'à entériner les décisions, même si les dernières ont minimisé les baisses de salaire prévues ! Seule Ahots kooperatibista, association de réflexion à laquelle participent des syndicalistes nationalistes, peut se permettre de critiquer la stratégie et les dérives bureaucratiques et antisociales. Pour elle, «étant donné la taille que nous avons atteinte, il y a une contradiction insurmontable entre faire que l'entreprise soit rentable, et poursuivre le modèle d'engagement et l'identité coopérative». Fagor démontre que des travailleurs peuvent parfaitement autogérer leur entreprise, mais qu'il faut sortir du carcan capitaliste pour que ces expériences ne soient pas récupérées.

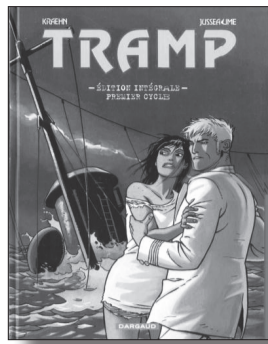
Florence Laviale





<http://imposons-nous.org/>

Voilà une initiative intéressante pour ceux qui sont impossibles. Constatant que chaque année, le gouvernement français dépense 500 millions d'euros afin de mettre en œuvre sa politique d'exclusion dure et violente à l'égard des migrants, certains ont imaginé une riposte tout à fait légale. Étant calculé que chaque foyer imposable contribue à hauteur de 26 euros par an à cette politique inadmissible qui enferme les enfants et déchire des familles, il suffirait de faire un don de 39 euros à un fonds de solidarité pour déduire ces 26 euros. Symboliquement, cette déduction fiscale permet de manifester notre désapprobation à ces pratiques intolérables.



BD
TRAMP – INTÉGRALE 1
Kraehn - Jusseaume
Dargaud / 34 euros
Dans les années 1950, un jeune capitaine de bateau (Yann Calec) est engagé, à son insu, par un armateur véreux afin de monter une « baraterie ». Cet escroc a commandité le torpillage de son navire par un sous-marin allemand échappé à la guerre et réfugié à la frontière du Venezuela et de la Colombie, afin de toucher une indemnité surévaluée de l'assurance. De meurtres en trahisons, les tribulations du héros le conduiront dans un bagne de Colombie, après des accusations injustes et télécommandées par les complices de l'armateur. Ce roman graphique, en nous expliquant la révolte des paysans colombiens de 1948 après l'assassinat du dirigeant de gauche Elieger, nous livre quelques pistes sur la Colombie actuelle. Le scénario de Kraehn est magnifique. Le dessin de Jusseaume superbe, d'une précision extrême. Cet album sent les embruns, le varech et la sueur tropicale.
Sylvain Chardon



BD
PIERRE GOLDMAN, LA VIE D'UN AUTRE
Emmanuel Moynot
Futuropolis / 24 euros
En 1965, Pierre Goldman est exclu de l'Union des étudiants communistes (UEC) avec Alain Krivine. En 1979, il est abattu sur un trottoir par le groupe « Honneur de la police ». Entre les deux, un engagement dans la guérilla en Amérique du Sud, des braquages en France, la prison, un livre, *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*. E. Moynot retrace son parcours en alternant récit à la première personne, dans la peau de Goldman, et témoignages de ses amis et avocats. Il centre le récit sur les deux procès de Goldman, accusé du meurtre de deux pharmaciennes lors d'un braquage qui a mal tourné en 1969. Condamné en 1974, il est finalement acquitté du meurtre en 1976. Ce récit passionnant est empreint d'une véritable empathie pour le personnage, charismatique, courageux, amoureux de la culture antillaise et marqué par le génocide et la Résistance. Il n'occulte pas son machisme, son parcours marqué par le désespoir politique.
Sylvain Pattieu



LIVRES
QUAND LES LUMIÈRES S'ÉTEIGNENT
Erika Mann, traduit de l'allemand et préfacé par Danielle Risterucci-Roudnicky
Grasset / 20 euros
Fille aînée du plus grand écrivain allemand de son temps, déchue comme lui de sa nationalité par les nazis, E. Mann (1905-1969) s'était d'abord jointe à la lutte antifasciste par des spectacles brillants mais au public réduit. Après la guerre d'Espagne comme correspondante de guerre avec son frère Klaus, elle rédigea ce livre à la fin de 1939 pour montrer au public américain les dangers du nazisme, y compris chez lui. Le texte n'existant plus qu'en anglais, il aura fallu sa traduction en allemand pour que cette version française rende tous les détails de la quotidienneté nazie, avec sa « novlangue » appelant par exemple « anges de paix » les munitions de guerre. Cet « instantané de la société allemande sous le III^e Reich », comme écrit justement l'éditeur, évoque des situations psychosociales qui n'ont pas disparu des sociétés d'aujourd'hui.
Gilles Bounoure



POLAR
LOOKING BACK : THE JAMAICAN CHART HITS OF 1958-1959
Sunrise Records
Voilà un double CD qui devrait ravir ceux qui aiment pratiquer l'art précieux de l'archéologie musicale. Et même s'il s'agit d'un import, il se trouve facilement à un prix correct sur le net. Cette sélection rassemble les morceaux qui faisaient danser les premiers sound-system de Kingston, alors encore sous le joug de l'empire britannique, mais déjà les oreilles dirigées vers les States (et un peu de calypso de la Trinidad voisine). La jeunesse jamaïcaine s'avérait particulièrement avide d'un rythm'n'blues et pré-rock'n'roll un rien tape-cul qui ensorcelait alors les mauvais quartiers de la Nouvelle-Orléans, avec Fats Domino en héros. C'est de lui qui va notamment s'inspirer un jeune immigré cubain du nom Laurel Aitken, qui grave dans la foulée les premiers hits locaux. Bientôt viendra l'indépendance et le ska.
King Martov

l'essai

CONTRE LES PUBLICITÉS SEXISTES

S. Pietrucci, C. Ventrane, A. Vincent

Éditions L'Échappée

238 pages
13 euros



Alors que le salaire des femmes est encore inférieur de 27% en moyenne à celui des hommes, qu'elles sont les premières touchées par la crise via la casse des services publics, la précarité et le temps partiel, on peut se demander s'il est bien utile d'écrire sur les publicités sexistes. Mais aujourd'hui les médias sont un vecteur important de l'idéologie et dès le plus jeune âge, les enfants avalent la publicité au milieu des programmes qui leur sont plus ou moins dédiés. Or comme le démontre minutieusement ce livre, la publicité donne une image des femmes particulièrement normative. Que ce soit la femme ménagère, celle qui fait la lessive, la cuisine, s'occupe des enfants ou la femme objet dont le corps souvent dénudé est un argument de vente pour toutes sortes de produit. Depuis quelques années, la vague du « porno chic » particulièrement en vogue dans la promotion des accessoires de maroquinerie, met en scène des femmes dans des positions quasi pornographique (de préférence avec des talons aiguilles). Dans un autre genre, les femmes attendent leur « prince charmant », pauvres choses fragiles, minaudant, avec la plupart du temps, la bouche entrouverte... La publicité donne également une vision de la « beauté » qui résonne comme une injonction pour les femmes, particulièrement pour les plus jeunes, sommées d'être parfaites (selon les canons en vigueur), maigres et lisses (le moindre poil doit être exterminé). Vu des hommes ou des jeunes garçons, la publicité a tendance à normaliser la domination que subissent les femmes, à les cantonner au rôle de faire-valoir. Ce livre est un décryptage indispensable de la manière dont les femmes sont devenues un objet de publicité. Mais il va plus loin en donnant des exemples des résistances mises en œuvre par des associations féministes ou antipub. À lire et à faire lire aussi, surtout aux plus jeunes, filles ou garçons.
Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

UN LIVRE DE PHILIPPE POUTOU La voix de ceux d'en bas dans la campagne présidentielle

Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule ! Voilà pour le titre, le ton est donné.

Dans un style clair et direct, Philippe Poutou, le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste, rend compte d'une tranche de vie militante et dénonce tout le mépris social dont font preuve les classes dirigeantes, nos élites, envers les opprimés, ceux qui ne font pas partie de leur univers. Il se présente tout d'abord, comme « le candidat inconnu de la prochaine élection présidentielle, le candidat invisible », reprenant ainsi les termes utilisés par les médias surpris de voir débarquer un ouvrier d'usine dans une élection considérée comme la plus importante de nos institutions, et réservée jusqu'alors aux politiciens professionnels. Il y avait pourtant eu auparavant Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, mais eux, bien que non professionnels de la politique, avaient fini par acquiescer au fil du temps une certaine reconnaissance médiatique et politique. Pourtant quoi de plus légitime, dans un système qui se prétend démocratique, que de se faire représenter par un individu ordinaire, qui partage les conditions de vie et les préoccupations de la grande majorité de la population ? D'ailleurs, en neuf chapitres, notre camarade nous montre à quel point il est nécessaire de s'organiser afin que nous ne laissions plus les autres décider à notre place. Non, les choix politiques, tout comme les choix économiques, ne sont pas l'affaire de spécialistes ! Nous, salariéEs, précaires, chômeurEs, jeunes, retraitéEs... avons notre mot à dire. Nous devons, comme l'écrit Philippe Poutou, nous inviter au « banquet des politiciens professionnels ». À tous ceux

qui nous font miroiter des lendemains qui chantent, en nous imposant des plans d'austérité drastiques, dans lesquels ne subsisteront plus que quelques miettes de nos acquis sociaux, de nos services publics, dans une planète dégradée par la logique du profit, nous disons que c'est à eux de payer leur crise. Nous devons résister comme l'on fait les peuples en Tunisie, en Égypte, en Espagne, en Grèce, etc. Imposons un nouvel ordre mondial, solidaire, dans lequel les opprimés retrouveront leur dignité. Comme le disent les Indignés américains ce n'est pas aux 1% des plus riches de prendre des décisions pour les 99% du reste de la population ! Voilà un livre politique enraciné dans un itinéraire singulier, qui invite chacune et chacun d'entre nous à réfléchir sur le sens que nous voulons donner collectivement à nos vies. Il met au cœur de la lutte des classes le couple mépris social/dignité populaire et ouvre sur une perspective démocratique radicale débarrassée des politiciens professionnels. L'expérience pratique même de Philippe Poutou, à l'inverse de la plupart des autres candidats à la présidentielle, rend crédible ce discours. Le livre est donc à acheter, à offrir, à faire circuler et à discuter. C'est pour le NPA un outil indispensable dans la campagne. Il peut être vendu par les comités locaux du NPA dès maintenant dans les meetings

et sera disponible dans les librairies (dont et surtout la librairie La Brèche !) à partir du 7 mars.
Calamity Jane

Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !, par Philippe Poutou, éditions Textuel, collection « Petite Encyclopédie Critique », 48 p., 5 euros.



Wade met le Sénégal en danger

En contradiction avec la Constitution qui limite à deux les mandats présidentiels, Wade se présente pour la 3^e fois à la tête du pays, provoquant en contestation inédite.

« **M**a Waxoon, Wareet » (Je l'ai dit et je me dédis), voilà une phrase qui restera certainement dans les annales de la politique récente du Sénégal et qui est déjà une chanson à succès qui anime les manif anti-Wade. Je l'ai dit et je me dédis, c'est la seule explication d'Abdoulaye Wade pour sa promesse non tenue de ne pas concourir à un troisième mandat à la suite des changements de la Constitution qui interdit plus de deux mandatures.

En 2000, contre toute attente, Wade remporte les élections contre Diouf mettant fin à des décennies de pouvoir du Parti socialiste sénégalais, archétype du parti néocolonial aux ordres de Paris.

Le Sopi, « changement » en wolof, avait suscité d'immenses espoirs pour la population sénégalaise, mais au bout de cette aventure politique, c'est le désenchantement. Le pays s'enfoncé dans la corruption avec notamment l'affaire de l'Agence nationale pour l'organisation de la conférence islamique (Anoci), dirigée par le fils de Wade, Karim, qui pour les seuls frais de fonctionnements, a coûté plus de 16 milliards de francs CFA. Il connaît une désorganisation grandissante, à l'image des multiples délestages d'électricité que subissent quotidiennement les populations. Les prix des produits de première nécessité explosent, le kilo de sucre de 500 FCFA est passé à 700, l'huile de 3 000 à 3 700 et la bonbonne de gaz a elle aussi augmenté de 500 FCFA. Le taux de chômage est de 49%, l'espérance de vie atteint péniblement 56 ans et l'indice de développement humain place le Sénégal en 144^e position sur 169, révélant la situation catastrophique du pays.

UN SEUL OBJECTIF : LE MAINTIEN AU POUVOIR DU CLAN

Si, à 85 ans, Wade est obligé de rempiler une troisième fois pour sept ans, c'est bien parce que ses plans de dévolution monarchique, comme le dit fort justement l'opposition, ont été systématiquement bloqués par la rue.

Dès les élections municipales, Wade impose son fils pour briguer la mairie de Dakar, et en faire une rampe de lancement vers le pouvoir. En vain, l'opposition remporte Dakar ainsi que toutes les grandes villes du pays. Devant cette déconvenue, Wade



bricole les règles des élections en tentant de mettre en place un ticket président/vice-président, qui pourraient être élus dès le premier tour s'ils remportaient plus de 25% des voix. Cette mesure met le feu aux poudres. Les grandes villes du Sénégal connaissent de véritables émeutes. Une structuration regroupant la société civile et les organisations de l'opposition se met en place : c'est le mouvement du 23 juin (M23). Wade est obligé de reculer. Sa dernière solution : faire avaliser sa troisième candidature par un Conseil constitutionnel aux ordres. Malgré les interdictions et la répression de la police et de la gendarmerie, qui ont fait six morts et des dizaines d'arrestations, le M23 et les jeunes de « y'en a marre » continuent d'organiser des manifestations et des rassemblements à travers tout le pays en maintenant ainsi le pouvoir sous pression.

ÉLECTIONS SOUS HAUTE TENSION

Se sachant impopulaire, Wade a mené sa campagne en mettant les bouchées doubles, sillonnant le pays aux frais de l'État, renforçant son réseau clientéliste en distribuant aux notables des villages des centaines

de milliers de francs CFA et en tentant de s'attacher le soutien d'un maximum de mourides, dignitaires religieux qui ont une grande influence dans la population. Mais cela pourrait être insuffisant et le pouvoir risque fort de recourir aux fraudes électorales comme en 2007 mais de manière bien plus massive, pour permettre à Wade de s'autoproclamer vainqueur dès le premier tour des élections présidentielles risquant de mettre le pays à feu et à sang.

Du côté de l'opposition, les principales candidatures sont celles de Macky Sall et Idrissa Seck, deux libéraux qui viennent directement du sérail de Wade.

Celle d'Ousmane Tanor Dieng pour le Parti socialiste sénégalais, et Moustapha Niasse, dirigeant de l'Alliance des forces du progrès, scission du PS qui a reçu le soutien de Bennoo Siggil Senegaal, qui regroupe la plupart des forces de gauche et d'extrême gauche.

Par les urnes ou par la rue, la population va reprendre le même conseil que Wade avait donné à Kadhafi, lors de sa visite à Benghazi : « Plus tôt tu partiras, mieux ça vaudra ».

Paul Martial

TUNISIE Riposte aux attaques contre l'UGTT et luttes en cours

Des milliers de personnes ont manifesté contre les attaques dont a été victime l'UGTT.

Une manifestation du samedi 25 février à Tunis a rassemblé environ 9 000 personnes. Avant le départ, un rassemblement était organisé devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Son secrétaire général y a notamment accusé Ennahdha d'être à l'origine des attaques contre les locaux syndicaux.

Pendant la manifestation, on entendait des slogans comme « le peuple veut la chute du régime », « le peuple tunisien est un peuple libre, ni Amérique ni Qatar », « pas touche pas à mon UGTT, vive l'UGTT », « étudiants, paysans, ouvriers unis ». La manifestation a également massivement exprimé son soutien aux ouvriers et éboueurs en grève qui ont été soulevés au-dessus de la foule.

La manifestation a été dispersée très rapidement à l'aide de gaz lacrymogènes et de coups de matraque visant particulièrement journalistes et blogueurs, hommes et femmes. Deux journalistes, membres du syndicat national, ont été agressés par la police, bien qu'ils aient montré leur carte de presse. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

Correspondants

À travers l'UGTT, tout le mouvement social est visé

Plusieurs locaux de la centrale syndicale UGTT ont fait l'objet de dépôt de déchets ménagers, saccages et incendies [...] les 20 et 21 février. Le secrétaire général du bureau régional du travail de Kasserine affirme qu'un groupe de militants appartenant à Ennahdha sont venus le matin au siège du bureau syndical pour protester contre la grève des agents communaux, puis se sont dirigés vers le bureau du secrétaire général [...].

La fréquence et la périodicité ainsi que la cible de ces actes et leur coïncidence avec la grève des agents communaux font penser qu'il s'agit de bien plus que d'incidents passagers.

À travers l'UGTT, c'est la mobilisation sociale persistante dans l'ensemble du pays qui est visée. Une mobilisation qui, un an après la chute de Ben Ali, met en lumière l'incapacité du pouvoir à répondre aux revendications à l'origine du processus révolutionnaire initié en décembre 2010.

Sur leurs sites et pages Facebook, les syndicalistes et les militants reçoivent quotidiennement des menaces de mort. Récemment, devant l'Assemblée constituante, Sadok Chourou un des leaders du parti Ennahdha, s'est basé sur un verset du Coran pour légitimer tout acte de violence qui pourrait être commis par le gouvernement et a incité ce dernier à mettre fin aux grèves et sit-in par la force, en avançant que les organisateurs des grèves et des sit-in sont des ennemis du peuple et du gouvernement : « tuer, crucifier, couper une jambe, couper une main... » Coïncidence ? Une semaine auparavant, un professeur de technique, enseignant au collège de Séjenane âgé de 50 ans et père de famille, militant syndicaliste et membre du parti Al Watad a été retrouvé pendu, les mains liées. Il avait reçu des menaces de mort « s'il n'arrêtait pas de consommer de l'alcool »...

Ces actes ajoutés à toutes sortes de provocations, comme la récente tournée de Wajdi Ghenim, ce prédicateur égyptien qui incite à la haine, à la violence, au terrorisme, à la polygamie et à l'excision des filles et son accueil avec les honneurs par les chefs d'Ennahdha, malgré un large mouvement de protestation, rappellent que Ennahdha n'est pas un parti démocratique, même si ce parti s'efforce d'adopter un discours plus ou moins « acceptable ».

Le bureau exécutif de l'UGTT, dans une déclaration datée du 21 février, condamne ces attaques et agressions. Le bureau dénonce fermement les partis au pouvoir, Ennahdha plus précisément, et leurs incitations persistantes contre l'UGTT. Selon le bureau exécutif de l'UGTT, ces partis projettent d'« installer une nouvelle dictature » dans le pays. Il appelle toutes les structures de l'UGTT à rester vigilantes et mobilisées pour défendre leur syndicat et le droit syndical plus que jamais menacé.

Les organisations de masses, les associations de femmes doivent plus que jamais rester mobilisées et vigilantes pour défendre leurs acquis et aller encore plus loin dans leur lutte.

Farid Khalmat

* Extraits d'un article publié sur le site de la LCR belge (www.lcr-lagauche.be).

Yémen, bye-bye Saleh...

La situation au Yémen, pays le plus peuplé et (de loin) le plus pauvre de la péninsule arabique, semble assez inédite par plusieurs aspects. Pour la première fois depuis le début des soulèvements du « Printemps arabe », un président a quitté le pouvoir de façon en partie volontaire, en tout cas négociée, et l'a remis à son successeur, ce 27 février. N'oublions pas cependant qu'Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1979 et 33 années durant, ne l'a abandonné qu'au bout de onze mois de crise intensive, de manifestations et de heurts avec les forces de l'ordre qui ont fait 300 morts selon les indications les plus basses, et plus de 500 selon d'autres chiffres.

Un accord du 23 novembre 2011, conclu sous la houlette des monarchies conservatrices du Golfe, prévoyait le départ de Saleh, mais lui garantissait en même temps l'impunité – à lui et ses proches – pour tous les méfaits commis pendant son long règne. C'est cette amnistie générale de fait qui était le plus durement critiquée par les opposants à la « transition négociée du pouvoir ». Et au premier chef, par le mouvement des Jeunes de la révolution, qui a maintenu son campement sur la « Place du changement » dans la capitale Sanaa

– devenue une véritable ville dans la ville au fil des mois, composée de tentes équipées de paraboles-satellite – « jusqu'à la disparition de tous les signes importants de l'ancien régime ». Lundi 27, des dizaines de milliers de personnes ont encore manifesté dans la capitale yéménite, pour dénoncer l'impunité accordée à l'ancien dictateur. La manifestation a précédé la cérémonie officielle de passation des pouvoirs, qui s'est déroulée au palais présidentiel.

D'ailleurs pour le moment, rien n'exclut que Saleh ne tente de rejouer un rôle capital au bout de la période de transition actuellement en cours et censée durer deux ans. Plusieurs de ses proches dirigent encore d'importants organes d'État, et notamment la Garde républicaine. Cette troupe d'élite est présidée par son propre fils, Ahmed Ali Abdallah Saleh.

Son ex-président de père demeure, par ailleurs, le chef du Congrès général du peuple, parti qui dirigeait jusqu'ici les gouvernements. Rien dans l'accord du 23 novembre n'empêche un retour de ces forces sur le devant de la scène, si jamais le mouvement de masse devait reculer. Le successeur de Saleh à la présidence, Abd Rabdo Mansour Hadi, après avoir été son vice-président pendant plusieurs années,

a été élu comme « candidat (unique) du consensus », mardi 21 février pour la durée de la période de transition. En l'absence de toute autre candidate, il a obtenu 99,8% des voix exprimées, ce qui n'était pas difficile. La participation électorale a été chiffrée à 66% des 12 millions d'électeurs. Le scrutin du 21 février avait des adversaires résolus, notamment dans le sud du Yémen, pays indépendant jusqu'en 1990 – dirigé à l'époque par un parti marxiste léniniste, dont le successeur (le Parti socialiste) fait aujourd'hui partie de l'opposition parlementaire. La partie sud du pays est moins marquée par les structures tribalistes et conservatrices que le Nord, surtout dans ses zones rurales. Un mouvement autonomiste voire indépendantiste y combat « la colonisation par le Nord ». Dans de nombreux endroits, y compris plusieurs quartiers de la métropole sudiste Aden, des manifestations hostiles mais aussi des jets de grenades – contre des locaux de vote alors inoccupés – ont eu lieu. Les rebelles chiites (houthistes) dans le Nord ont eux aussi combattu le scrutin, y voyant le fruit d'un « complot américain ».

Bertold Du Ryon

Établissements psychiatriques en lutte

À Sotteville-lès-Rouen comme à Rennes, les salariéEs des hôpitaux psychiatriques se battent pour que les patients bénéficient de conditions d'accueil dignes. Et il obtiennent des résultats.

2^e réquisition du DAL à Rouen. Le DAL a organisé une manifestation samedi 11 février, rassemblant une centaine de personnes, avec le soutien de RESF. À l'issue de la manifestation, des logements vides appartenant à la mairie de Rouen ont été réquisitionnés afin d'y reloger des familles, le bâtiment précédemment occupé ne pouvant pas être un logement digne de ce nom, sans eau, sans électricité, sans chauffage. En effet, la mairie, avec à sa tête la socialiste Valérie Fourneyron, s'était engagée à reloger ces familles notamment les parents d'un bébé de deux mois et d'une petite fille malade. Comme la mairie ne se décidait pas à passer aux actes, le DAL a agi pour elle, l'obligeant à prendre ses responsabilités. La mairie a été jointe dès que les locaux ont été occupés samedi. Elle s'est engagée à ne pas expulser les familles mais a porté plainte contre le président du DAL de l'agglomération rouennaise. Alors qu'une trentaine de personnes étaient dans les appartements avec les familles, la vingtaine de manifestants restés en bas de l'immeuble devant la porte ont été chargés violemment par les CRS et des individus de la BAC qui se sont acharnés contre deux d'entre eux.

Le DAL avait déjà procédé, le mardi 17 janvier, à l'occupation, d'un bâtiment vide de plus de 1 400 m² sur les quais de Rouen, qui appartient à l'État et est inoccupé depuis plus de deux ans. Cette action avait pour but d'alerter les pouvoirs publics sur le fait que six familles avec enfants étaient actuellement à la rue en plein hiver, et d'obtenir leur relogement. Après avoir été reçus par la préfecture, des représentants de la mairie et de la communauté d'agglomérations, le DAL avait obtenu le relogement de la famille française mais rien pour les cinq autres sous le prétexte que leur situation au regard du titre du séjour n'était pas éclaircie. Ces familles sont roumaines. La façon dont sont traités les Roumains en France alors que la Roumanie fait partie de l'Union européenne est absolument scandaleuse.

À ce jour le DAL a officiellement, devant huissier, quitté le premier bâtiment occupé. Les négociations se poursuivent avec la mairie de Rouen afin qu'elle accepte le logement de ces familles dans des appartements lui appartenant, ne serait-ce que provisoirement, le temps qu'une solution acceptable leur soit proposée. Il faut également que la mairie retire la plainte déposée contre le président du DAL.

1. Voir *Tout est à nous* ! N° 136 du 16 février.

Comment la SPF (groupe Atalian) se débarrasse de ses salariés, un exemple dans le Rhône. Atalian (ex-TFN) est le groupe qui monte dans les services aux entreprises, à force d'acheter une par une les boîtes de maintenance, sécurité, nettoyage, etc. Devenu leader européen dans le multiservice avec un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros, son président F. Julien a été médaillé par l'Assemblée nationale pour sa « stratégie d'entreprise » en 2009. Mais qu'en est-il pour les salariés ? Le sort de ceux de la Société nationale de protection incendie (SNPSI), vendue à la branche SPF (sécurité protection feu) d'Atalian.SI en 2009, en donne une idée...

À l'agence de Meyzieu dans le Rhône, spécialisée dans la vente et la maintenance des extincteurs, une convention collective désavantageuse a d'abord été imposée aux VRP. En toute illégalité puisque ce changement ne peut se faire qu'après un délai de quinze mois. Puis un nouveau contrat de travail vise à les faire passer sur le statut de technico-commerciaux, ce qui permet de leur sucrer l'indemnité liée à leur clientèle, en cas de licenciement. Ceux qui acceptent se voient alors proposer une « évolution », qui les oblige pour certains à déménager dans un autre département, mais c'est pour se retrouver quelques mois plus tard avec des objectifs irréalisables, et donc licenciés ! Les autres se voient infliger des retenues de milliers d'euros sur leur salaire.

Dans un courrier de juillet 2010, l'inspection du travail constate « de grandes pressions conduisant indubitablement à une grande souffrance au travail », des « menaces de licenciement », le fait de « convoquer régulièrement le même salarié pour des entretiens préalables en vue de licenciement, [qui] pouvait être constitutif de harcèlement moral à l'égard de celui-ci et de toutes façons provoquer chez ce salarié un stress important ». Certains employés sont tellement désespérés par ce traitement qu'ils demandent aux prud'hommes la résolution judiciaire de leur contrat ! Ainsi, un par un depuis 2010, huit salariés sur les treize de Meyzieu ont été licenciés, dont six pour faute grave, donc sans indemnités ! Non seulement ces personnes ont perdu leur emploi, et pour certaines, pour longtemps car elles étaient soumises à des clauses de non-concurrence de deux ans, mais elles sont cassées par cette maltraitance, effondrées et en pleine déprime...

Pour elles, il ne restait que le recours judiciaire : la plupart ont agi en justice, gagné en référé, mais n'ont (toujours) pas reçu de chèque (l'entreprise fait traîner, a changé de nom, de siège social...) ; les salariés ont dû faire intervenir un huissier et engager une nouvelle procédure devant le tribunal de commerce qui a condamné la société...

L'un des cadres concernés dénonce la stratégie à l'œuvre : « ils licencient gratuitement et réembauchent à moindre coût ». Cette manœuvre, courante dans les restructurations des secteurs où les salariés ne sont pas organisés, est à dénoncer, à combattre et à interdire !

Après trois jours de grève, les salariéEs du centre hospitalier du Rouvray (hôpital psychiatrique de Rouen) ont décidé de suspendre leur mouvement, certaines avancées ayant été obtenues.

Depuis le mois de décembre les actions se sont multipliées contre la « sur-occupation » des lits. L'hôpital étant sans cesse saturé, les malades sont accueillis en nombre croissant dans des conditions indignes (lits dans les couloirs, les bureaux...).

Le 21 février, le personnel se met en grève reconductible, un barrage filtrant très suivi bloque l'entrée de l'hôpital, provoquant des embouteillages massifs autour de l'établissement.

Après une entrevue infructueuse à l'Agence régionale de santé (ARS) le 22 février, le personnel organisé en comité de grève (syndiqués, non syndiqués) soutenu par les deux syndicats, CGT et CFDT, décide de durcir son action en bloquant le service des entrées (Unacor).

Ce durcissement a provoqué l'intervention du président du conseil de surveillance, affirmant son accord avec les revendications. Une négociation avec la direction permet alors de concrétiser des solutions immédiates par rapport à la sur-occupation (augmentation du nombre de places pour accueillir d'anciens patients dans une maison d'accueil spécialisée, réouverture provisoire de 20 lits dans une unité désaffectée).

Des perspectives sont ouvertes concernant l'hospitalisation des adolescents (élargissement de l'équipe mobile, perspective pour 2013 d'une unité de dix lits pour adolescents). Sept places dans des appartements collectifs en ville seraient également créées.

Les grévistes ont souligné les limites de ces propositions qui ne résolvent pas les problèmes de fond. La crise de sur-occupation des lits est en effet la conséquence de l'abandon progressif du travail de prévention et de soins hors hôpital, mis en place au cours des 40 dernières années par la psychiatrie publique, dans le cadre des centres médico-psychologiques, des hôpitaux de jour, des équipes de soins travaillant à domicile. Sur ce terrain, les négociations se sont heurtées à un mur.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

De plus, les engagements de la direction doivent être confirmés par l'ARS jusqu'à alors totalement fermée à la discussion. Rendez-vous est donc pris pour le 13 mars, où une nouvelle assemblée générale constatera ou non les avancées effectives et décidera des suites à donner à la mobilisation.

Cette expérience de lutte, débouchant sur des avancées grâce à des formes d'action radicales a redonné confiance dans l'action collective, notamment pour de jeunes soignants dont c'était la première grève. D'autant plus que son organisation démocratique leur ont permis d'y trouver leur place. Un premier succès qui en appelle d'autres.

À RENNES, UNE VICTOIRE RETENTISSANTE

« Nous avons obtenu la réouverture de 27 lits, l'ouverture de 20 nouveaux et la création d'un hôpital de jour de 10 places ouvert 7 jours sur 7 » triomphait, à juste titre, Michel, responsable syndical de SUD de l'hôpital Guillaume-Régner de Rennes.

Il aura fallu cinq jours de grève reconductible en assemblée générale, à l'initiative de l'intersyndicale CGT, CFDT, SUD. Malgré un froid vif, le piquet de grève bloquait symboliquement l'entrée jour et nuit. Cet hôpital a donc connu une lutte massive et nécessaire, face la situation scandaleuse d'accueil des patients dont certains dorment sur des matelas et d'autres sont démenagés

plusieurs fois par jour. Le personnel réclamait l'ouverture de 60 lits... Le scandale a été révélé par une photo de SUD transmise au ministère et à la presse locale et nationale. Tous les secteurs se sont mobilisés. Ce matin, les services techniques sont même venus distribuer des tracts à 6 heures du matin. Beaucoup de jeunes salariéEs inconnus des syndicalistes ont participé activement à ce mouvement sans précédent.

Les patients se sont également déplacés, certains ont été interviewés par les médias, d'autres ont fait signer un pétition pour dénoncer leurs conditions d'hospitalisation. La grève a été massive, de très nombreux soutiens extérieurs, citoyens ou militants, sont venus rencontrer le piquet de grève. Le vendredi soir devant l'ARS, frigorifiés, nous étions une centaine pour soutenir les négociateurs syndicaux face à la direction du CHSP et de l'ARS. Ils sont sortis victorieux, fiers d'avoir mené un combat exemplaire et d'avoir retrouvé leur dignité de soignants. Une hirondelle ne fait pas le printemps... mais cette même semaine à Rennes, les cheminots ont aussi débrayé pour défendre 300 postes ; les salariéEs de l'inspection du travail pour leur condition de travail, idem les archéologues, enseignants et parents d'élèves, les ouvriers d'Eifage ont gagné une augmentation de salaire...

Correspondants

PHOTOWATT ET LA FILIÈRE SOLAIRE

Pas de bonne solution sous le capitalisme

La campagne présidentielle a du bon pour les salariéEs de Photowatt dont l'entreprise est reprise par EDF. Pour autant, ce sont bien les mesures gouvernementales qui ont mis la filière en difficulté.

L'entreprise Photowatt, fabricant de panneaux solaires menacée de liquidation judiciaire, a finalement été reprise in extremis par EDF sur injonction d'un Sarkozy en campagne qui trouve là une occasion de se refaire une double virginité : sur le plan de l'emploi et sur le plan de l'écologie.

Réjouissons-nous pour les travailleurs de la boîte : il semble que la totalité des emplois puissent être sauvés, car la filiale d'EDF - EDF Énergies nouvelles - reprendrait 345 salariéEs de Photowatt en interne et en reclasserait 85 autres dans un rayon de 60 km. Mais tous les salariéEs de la filière n'ont pas la chance de se retrouver au centre du show médiatique de la campagne présidentielle et beaucoup sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité capitaliste : selon l'association patronale de la filière, environ la moitié des 25 000 salariéEs du secteur photovoltaïque en France ont perdu leur emploi en 2011. C'est la diminution des aides fiscales (aides indirectes aux installations solaires) en France et en Allemagne qui a fait reculer les commandes. Mais la principale justification

avancée est la concurrence chinoise : grâce à une main-d'œuvre sous-payée, elle a bouleversé le marché et fait chuter les prix des panneaux de plus de 50%, entraînant une surproduction mondiale estimée au double de la demande actuelle par certains professionnels de la filière.

La seule condition imposée par EDF pour la reprise de Photowatt est d'ailleurs l'exclusivité mondiale d'exploitation de la nouvelle technologie des panneaux photovoltaïques par hétérojonction, capable d'améliorer la productivité des panneaux et de les rendre compétitifs face « aux Chinois ». Une recherche financée par de l'argent public dont les bénéfices serviraient à remplir les poches des actionnaires d'EDF...

Il est clair que si l'on accepte les règles de concurrence et de rentabilité du système capitaliste, on ne peut entrevoir aucune solution pour conserver les emplois de cette filière en France : que ce soit la libre concurrence et la loi du marché, le protectionnisme cher à certains candidats à la présidentielle, les systèmes de subventions ou le rachat par des entreprises publiques, ces « solutions » sont

toutes proposées dans le but de maintenir la compétitivité et les intérêts des multinationales au détriment des intérêts des travailleurs (suppression d'emplois qualifiés, recours à la sous-traitance, délocalisations vers des pays à faibles coûts de main-d'œuvre...) La seule solution à court terme pour les salariéEs de Photowatt est la bataille pour la nationalisation de leur entreprise, sous leur contrôle, parce qu'il n'y a aucune illusion à se faire sur le comportement des nouveaux actionnaires « publics ».

Seule l'expropriation des grands groupes capitalistes, sans indemnité ni rachat, et la création d'un grand service public de l'énergie pourront permettre de produire ce qui est utile à la société, sans être parasité par la recherche de profit particulier et en s'appuyant sur la coopération libre des travailleurs et non sur leur concurrence. Pour sortir du nucléaire, développer les énergies renouvelables et lutter contre le dérèglement climatique, il faut en effet se donner les moyens d'entreprendre enfin la transition énergétique dont nous avons besoin.

Claude et Maurice



Grèce: pour gagner, auto-organisation. La semaine dernière, prétendument pour protester contre les votes des parlementaires approuvant les mesures assommant les travailleurEs, les directions de la confédération GSEE et de la fédération du public appelaient à des manifestations. Celles-ci ont été très peu suivies, et les directions de la droite et du Pasok ont sauté sur l'occasion pour examiner l'urgence des urgences: réintégrer dans leurs groupes parlementaires respectifs les députés (une vingtaine pour chaque groupe) qui avaient osé voter « non » aux nouvelles mesures anti-ouvrières exigées par la Troïka! Loin de ce cirque (la période du carnaval s'achève ce dimanche), les mobilisations continuent, et ont besoin de tout notre soutien, et avant tout deux luttes phares. D'abord, celle des ouvriers des aciéries de Halivourgia, dans la banlieue athénienne: plus de 100 jours de grève, ce qui certes n'excuse pas pour autant leur direction syndicale liée au KKE (PC grec) qui a accepté le soutien sur place des néonazis de Chryssi Avgi, mais renforce la nécessité d'un soutien unitaire, de classe et loin de toute unité nationale source de tous les dangers! Ensuite, la résistance des travailleurs du quotidien *Eleftherotypia*, qui, à leur 66^e jour de

grève, sortent un deuxième numéro de leur journal de grève, malgré toutes les pressions de la direction contre cet acte dénoncé comme illégal! Renforcer la solidarité internationale à ces luttes sur des bases de classe, voilà l'urgence, et la journée européenne du 29 février pourrait en être l'occasion!

La Polynésie n'est pas colonisable! Le 18 août 2011, l'Assemblée de Polynésie a voté la résolution n°2011-2R/APF appelant « le président de la République à bien vouloir faciliter la réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser » à l'ONU et demandant « au secrétaire général des Nations unies de bien vouloir inscrire cette demande de réinscription... à l'ordre du jour d'une prochaine assemblée générale ». Logiquement, l'UMP a porté l'affaire devant le tribunal administratif pour faire annuler la résolution, arguant de l'incompétence de l'Assemblée de la Polynésie française pour prendre une résolution en matière de politique étrangère de la France. Le 9 février 2012, le tribunal a considéré la requête comme recevable... Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être reconnu à des peuples colonisés par la France puisqu'ils sont français (CQFD).

Plus surprenant, François Hollande a affirmé sa position contre l'indépendance de la Polynésie française le 24 février dernier sur les ondes du réseau Outre-mer 1^{er} (ex-RFO) et pour le maintien de la République « une et indivisible ». Les peuples colonisés s'en souviendront le 22 avril prochain.

Permis de tuer. Rassemblement de flics, mardi 28 février à Grasse pour clamer leur colère! La cause de cette fureur? La condamnation de deux agents de la BAC à des peines de prison avec sursis pour le meurtre d'Hakim Ajimi en 2008 à Grasse. Car, c'est bien d'un meurtre qu'il s'agit. Les expertises médicales démontrent qu'Hakim est mort d'asphyxie lente dans d'atroces souffrances, les témoins, dont même un policier municipal, affirment qu'il n'opposait plus de résistance réelle à son interpellation. Et pourtant pendant dix à quinze minutes, l'un des policiers de la BAC lui a infligé une clé d'étranglement, pendant que l'autre était assis sur son dos. Le procureur a lui-même admis pendant le procès qu'il y avait eu « une succession de fautes », mais cela ne l'a pas empêché de ne requérir que des peines de prison avec sursis. Encore une fois, la « justice » confirme la différence de traitement entre les flics « intouchables » et les « justiciables » auxquels on applique « la tolérance zéro ». Après la réaction violente des flics d'Argenteuil qui ont fait retirer la plaque en mémoire d'Ali Ziri, c'est un

véritable rapport de forces que met en place la police aujourd'hui, en réclamant un permis de tuer en toute impunité.

Renault: salaires de colère.

Depuis l'obligation de négociation annuelle obligatoire (NAO) sur les salaires, la question des salaires n'est le plus souvent posée qu'une fois par an, notamment dans les grosses entreprises. Un rituel qui généralement ne mobilise pas les salariéEs mais permet au patronat de justifier le blocage des salaires pour le reste de l'année. Et puis, parfois, la colère accumulée explose à ce moment-là. C'est ainsi que dans le groupe Renault, jeudi 23 février, veille des négociations, le traditionnel appel à débrayage de différents syndicats suivant les sites a eu un écho significatif. D'après les informations CGT, 130 salariéEs à VSF (Yvelines), près de 500 à Cléon, 250 à Sandouville, plus de 700 à Douai, 150 à Lardy, 50 à Rueil, 550 au Mans, 400 à Guyancourt, 250 à Flins et quelques dizaines sur les autres sites (Choisy, Grand-Couronne, Siège), ont débrayé plus ou moins longtemps suivant les sites et les équipes.

Il faut dire qu'avec des propositions à 2,3% pour le plus grand nombre de travailleurEs, avec 1,3% en mars et le reste seulement en octobre, il y a de quoi être de mauvaise humeur. Et l'annonce quasiment en direct de la salle des négociations via les SMS d'une baisse de près de moitié de l'intéressement à carrément fâché les salariéEs de Cléon et Flins. Et, malgré la pause du week-end, c'est reparti ce mardi à Cléon: 150 grévistes la nuit, gros débrayage dès le matin avec une manif de 700 travailleurEs dans les ateliers, 500 grévistes dans l'équipe du soir. Au total, plus de 1 400 grévistes sur la journée, avec appel à remettre ça dès le lendemain: à Lardy, 250 salariéEs ont débrayé aujourd'hui. Il faut élargir encore la mobilisation à Cléon, relancer les liens avec les autres sites... pour gagner 300 euros net de plus, pour toutes et tous.

La Poste: la valeur d'une vie enfin reconnue?

Le 15 septembre 2011, une employée du centre financier de La Poste, situé rue des Favorites à Paris dans le 15^e arrondissement, se suicidait sur

son lieu de travail. Malgré le fort écho de ce geste parmi les salariéEs qui avaient manifesté jusqu'au siège de la Banque postale, La Poste s'était refusée à tout commentaire, en se retranchant derrière les enquêtes en cours. L'inspectrice du travail du 15^e arrondissement a rendu son enquête, concluant à la responsabilité de La Poste et a transmis un rapport au parquet, pour homicide involontaire, à l'encontre de M. Bailly, PDG de La Poste, et de la directrice du centre. Les syndicats CGT et SUD ont décidé de se constituer partie civile.

Les restructurations, suppressions d'emplois, dérives managériales se multiplient à La Poste, comme dans de nombreuses autres entreprises. Cette plainte est un encouragement pour les salariéEs à se mobiliser pour y mettre un terme.

PSA-GM: Monopole industriel et casse sociale.

La semaine dernière, les directions de PSA et General Motors annonçaient l'engagement de discussions sur un rapprochement des deux groupes. Cette annonce avait fait progresser le titre PSA à la Bourse de près de 15% dans la journée. À ce jour, le constructeur américain prendrait 5% soit 180 millions d'euros du capital de PSA. Ceci permettrait à la famille Peugeot de garder la main sur la conduite du groupe. Et l'action PSA progresse encore de 8%. Pourtant, ces manigances industrielle et économique sont surtout inquiétantes pour l'emploi. GM et PSA ont demandé l'aumône auprès des États providence pour le patronat avec des millions de dollars et d'euros pour assurer leur survie. Mais les surcapacités en Europe et aux États-Unis demeurent. Et pour assurer la rentabilité des restructurations indispensables au maintien des profits, les constructeurs doivent faire des économies. En clair et socialement, cela signifie fermetures de sites et suppressions d'emplois. La marque Opel appartenant à GM est en difficulté depuis des mois. PSA a déjà entamé une purge violente de l'emploi. Comme toujours, la montée de l'action en Bourse risque bien d'annoncer de nouvelles attaques contre l'emploi et les conditions de travail.

AC! LE FEU Contre la crise des banlieues



Pour répondre positivement à l'interpellation publique des candidatEs aux présidentielles du collectif AC! Le feu, une délégation du NPA conduite par Philippe Poutou, candidat du NPA, et Olivier Besancenot, a participé le 22 février à une rencontre constructive et fraternelle dans le cadre de l'action du « ministère de la crise des banlieues ».

L'emploi, l'égalité hommes-femmes, les violences policières, le logement et la précarité ont été les thèmes abordés et discutés sans faux-fuyants ni tabous.

Nous y avons affirmé notre soutien aux luttes et revendications des habitantEs des quartiers populaires, ainsi que notre disponibilité militante et solidaire pour les relayer pendant notre campagne. (DR)

NO COMMENT

Je trouve scandaleux qu'un voyou comme M. Mélenchon se croit autorisé à prendre à partie une femme. [...] Moi, j'offre un débat à M. Mélenchon et je vais lui retirer son caleçon, et je vais montrer ce qu'il est: le candidat des communistes, qui ont du sang sur les mains jusqu'aux coudes.

JEAN-MARIE LE PEN,

À PROPOS DU « DÉBAT » ENTRE SA FILLE ET JEAN-LUC MÉLENCHON

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

